



Secrétariat parlementaire
Ratssekretariat

12^{ème} procès-verbal du Conseil de ville / 12. Stadtratsprotokoll

Séance du 24 octobre 2012, à 18 heures
Sitzung vom 24. Oktober 2012, 18.00 Uhr

Lieu: salle du Conseil de ville au Bourg
Ort: Stadtratssaal in der Burg

Présents / Anwesend:

Ammann Olivier, Arnold Marc, Augsburg-Brom Dana, Baltzer Niklaus, Blättler Schmid Isabelle, Bohnenblust Regula, Bohnenblust Simon, Bösch Andreas, Brassel Urs, Chevallier Barbara, Donzé Pablo, Dunning Samantha, Esseiva Monique, Fischer Pascal, Freuler Fritz, Garbani Charlotte, Grünenwald Samuel, Grupp Christoph, Güntensperger Nathan, Gurtner Roland, Habegger Hans Peter, Habegger Markus, Hadorn Werner, Hügli Daniel, Isler Peter, Jean-Quartier Caroline, Kaufmann Stefan, Linder Fiorella, Löffel Christian, Magnin Claire, Molina Franziska, Morier-Genoud Michèle, Moser Pichard Alain, Peter, Némitz Cédric, Nicati Alain, Ogi Pierre, Oliveira-Jorns Renate, Paronitti Maurice, Pittet Natasha, Rindlisbacher Hugo, Rüfenacht Daphné, Rüfenacht Martin, Scherrer Martin, Sermet Béatrice, Steinmann Alfred, Stöckli Schwarzen Heidi, Strobel Salome, Suter Daniel, Sutter Andreas, Tanner Anna, Thomke Friedrich, Wiederkehr Martin, Wiher Max

Absence(s) excusée(s) / Entschuldigt:

Calegari Patrick, Eschmann René, Menekse Ali, Mischler Peter, Simon Fatima, Sylejmani Ali

Représentation du Conseil municipal / Vertretung des Gemeinderates:

Erich Fehr, maire de Bienne

Conseillères municipales / Conseillers municipaux: Contini François, Klopfenstein Hubert, Liechti Gertsch Teres, Moeschler Pierre-Yves, Schlauri René, Schwickert Barbara, Steidle Silvia

Absence(s) excusée(s) du Conseil municipal / Entschuldigt Gemeinderat:

-

Présidence / Vorsitz:

Monique Esseiva, présidente du Conseil de ville

Secrétariat / Sekretariat:

Regula Klemmer, secrétaire parlementaire

Affaires traitées / Behandelte Geschäfte	Page / Seite
137. Déclarations de groupes	530
138. Approbation de l'ordre du jour	531
139. Communications du Bureau du Conseil de ville	531
• Décompte de la compétence de la CDG	531
140. 20120292 Aménagement du secteur "Beau-Rivage" et du premier tronçon de chemin de Rive	532
141. 20120293 Création et suppressions de postes au 1 ^{er} janvier 2013	538
142. 20120036 Budget 2013	542
• Débat d'entrée en matière	542
143. Motivation de l'urgence de la motion 20120335, Alain Nicati, Groupe Forum, "Adaptation de la planification financière"	552
144. Motivation de l'urgence de l'interpellation 20120336, Béatrice Sermet-Nicolet, Groupe socialiste, "Planification des locaux scolaires et organisation des classes"	552
142. 20120036 Budget 2013 (suite)	552
• Débat d'entrée en matière (suite)	552
• Débat concernant les récapitulatifs par groupes de matières	568
• Discussion par direction	569
○ Mairie	569
○ Direction des finances	570
○ Direction de l'action sociale et de la sécurité	572
○ Direction de la formation, de la culture et du sport	574
○ Direction des travaux publics, de l'énergie et de l'environnement ..	578
○ Comptes spéciaux	581

Esseiva Monique, présidente du Conseil de ville: J'ai le plaisir de vous saluer très cordialement à la 12^{ème} séance du Conseil de ville. Je souhaite également la bienvenue au public, qui se trouve à la galerie. Les élections se sont déroulées depuis notre dernière séance. J'aimerais féliciter tous les Conseillers municipaux, les Conseillères municipales ainsi que les Conseillers de ville et les Conseillères de ville, qui ont été réélu(e)s ou nouvellement élu(e)s pour la nouvelle législature. Je vous souhaite une très bonne soirée de travail.

Vous trouvez sur vos tables:

- Propositions d'amendement du budget du Groupe des Verts (feuille verte) pour les 5 directions
- Propositions d'amendement du Groupe socialiste concernant l'affaire 20120272 "Stratégie de propriétaire pour Énergie Service Biel/Bienne (ESB)"
- 39^{ème} Rapport annuel sur l'évolution de la situation financière communale 2002-2011
- Flyer 4^{ème} Nuit des 1000 questions à Bienne, le 27.10.2012

Deux groupes parlementaires se sont annoncés pour une déclaration de groupe. Je donne d'abord la parole à Madame Magnin pour le Groupe des Verts.

137. Déclarations de groupes

Magnin Claire, au nom du Groupe Les Verts: Suite à l'attitude regrettable de notre collègue, Pablo Donzé, lors du dimanche 23 septembre 2012, le Groupe des Verts et le Parti biennois des Verts souhaitent faire la déclaration suivante: Nous regrettons le comportement de notre collègue. Celui-ci s'est immédiatement excusé auprès des personnes concernées. Celles-ci ont accepté ses excuses et nous les en remercions. Les Verts ont comme valeur, de respecter les opinions divergentes et surtout les personnes qui sont derrière ces opinions, qu'elles soient du même avis qu'eux ou des adversaires politiques. Un tel événement ne se reproduira plus, nous nous y engageons. Le Groupe des Verts aimerait également, que les travaux du Conseil de ville puissent se poursuivre dans la sérénité et le respect. Nous regrettons cependant la campagne de presse menée par le "Bieler Tagblatt" et l'invitation à la démission de notre collègue initiée par ce journal. Le Groupe des Verts estime, que le rôle d'un organe de presse est tout autre. Les Verts de Bienne et notre groupe ne souhaitent en aucun cas, que Pablo Donzé démissionne. Il est un politicien reconnu et sérieux, dont les résultats électoraux plaident en faveur de l'estime que lui tient la population biennoise et nous lui gardons notre confiance.

Pichard Alain, GLP: Eigentlich hoffte ich, über diese Sache sei schon etwas Gras gewachsen. Mit dem ersten Teil von Frau Magnins Votum bin ich absolut einverstanden. Wenn sie im zweiten Teil aber von einer Pressekampagne spricht, weiss sie wohl nicht, was das bedeutet. Ich finde das lächerlich!

Esseiva Monique, présidente du Conseil de ville: Je donne maintenant la parole à Monsieur Némitz pour une déclaration du Groupe socialiste.

Némitz Cédric, au nom du Groupe socialiste: Depuis le printemps de cette année, le collectif Biotope occupe de manière pacifique un bâtiment vide, situé à la route de Boujean 31. Ce bâtiment est chargé d'histoire, vu qu'il a, durant de nombreuses décennies, abrité des ateliers horlogers prestigieux. Il a ensuite hébergé les élèves et les enseignants du Lycée technique. Outre son intérêt architectural, cet immeuble, laissé à l'abandon, possède une valeur patrimoniale importante. Les membres du collectif Biotope n'entendent pas squatter illégalement cet espace, mais bel et bien trouver une solution durable avec le propriétaire de l'immeuble, soit le canton de Berne et ainsi pouvoir lui offrir une nouvelle vie. À l'occasion d'une récente journée portes ouvertes, plusieurs centaines de visiteurs ont pu se rendre compte du potentiel énorme de ce bâtiment, notamment pour y développer des activités culturelles et l'hébergement d'ateliers. De plus, ses dimensions et son infrastructure permettent également d'envisager d'autres affectations, comme par exemple des locaux pour des associations, des classes scolaires, etc. Les négociations entre le Canton de Berne et le collectif Biotope n'ont pour l'instant pas permis de déboucher sur une solution satisfaisante, mais elles se poursuivent. Par ailleurs, la Fondation "Wunderland" a elle aussi montré son désir de soutenir ce projet prometteur pour le rayonnement culturel et associatif de la Ville de Bienne. Les élu(e)s du Groupe socialiste sont pleinement conscient(e)s des difficultés financières, que connaissent aussi bien le Canton que la Ville. Ils et elles demandent toutefois au Conseil municipal d'accueillir avec bienveillance et ouverture d'esprit toutes les propositions, qui lui seront formulées, afin de préserver ce bâtiment chargé d'histoire et tenter de dégager des solutions viables, pour une affectation durable de ces locaux.

138. Approbation de l'ordre du jour

L'ordre du jour est approuvé tacitement.

139. Communications du Bureau du Conseil de ville

Esseiva Monique, présidente du Conseil de ville: Une séance d'information relative à la 2^{ème} lecture de la révision totale du Règlement de police est prévue le lundi 12 novembre 2012 à 18h00 à la Salle de théorie des pompiers. Je vous invite à y participer nombreux. Vous avez reçu, avec la documentation qui vous a été remise pour cette séance, une invitation à participer au repas de fin d'année, qui se déroulera le jeudi 20 décembre 2012 à l'Hôtel Elite. Je vous rappelle, que le délai d'inscription a été fixé au 23 novembre 2012.

Décompte de la compétence de la CDG

Klemmer Regula, Ratssekretärin: Die GPK hat anlässlich ihrer Sitzung vom 18. Oktober 2012 die Abrechnung 20060221, Ausnivellierung Obergasse, Verpflichtungskredit der Baudirektion in eigener Kompetenz und einstimmig genehmigt.

140. 20120292 Aménagement du secteur "Beau-Rivage" et du premier tronçon de chemin de Rive

Strobel Salome, GPK: Vor über 30 Jahren wünschte das Bieler Stimmvolk einen Uferweg von Biel nach Vingelz. Seither floss viel Wasser in den Bielersee. Endlich liegt ein Projekt vor, das diesen Volkswillen umsetzen soll. Es ist kein Luxusprojekt, es ist keine teure Promenade vorgesehen, sondern es wird eine eher bodenständige Lösung vorgeschlagen. Die Bevölkerung soll sich wohl fühlen können. Diesem Bedürfnis wird mit einer Grünfläche, einem Spielplatz und einem kleinen Badestrand Rechnung getragen. Die neue Seeuferzone bietet aber auch den Seglern, die nach der Auflösung der Müllermatte ein Provisorium beziehen mussten, endlich wieder einen adäquaten Raum.

Schon die Vorbereitungen auf die heutige Stadtratssitzung mit dem Budget führen dem Parlament deutlich vor Augen, dass die Stadt mit ihren Mitteln sorgfältig umgehen muss. Die GPK stellte sich deshalb die Frage, ob das Projekt Seeuferweg nicht verschoben oder zumindest auf einzelne Etappen verzichtet werden könnte, um Kosten zu sparen. Die Gesamtinvestitionskosten von beinahe CHF 9 Mio. sind kein Klacks, wobei der Hafen voraussichtlich durch die private Bauherrschaft ohnehin gebaut wird. Ein Verzicht auf den Ersatz der Trockenplätze Müllermatte ist nicht realistisch. Auch ein Hafen und Bootslegerplätze ohne Einbindung an eine Grünzone sind wenig sinnvoll. Somit können nur noch die Kosten des Wegs eingespart werden. Gemäss Auskunft der Baudirektion kostet dieser CHF 1 Mio.. 60% davon sind durch Subventionen gedeckt. Und doch ist es gerade dieser Weg, den sich die Bevölkerung vor über 30 Jahren als verbindendes Element gewünscht hat. Ein Verzicht darauf macht also wenig Sinn. Die GPK sieht somit keine sinnvolle Möglichkeit, über eine zeitliche Verschiebung des Gestaltungsprojekts Seeuferweg Geld zu sparen.

A propos Verschiebung: noch immer gibt es hängige Einsprachen gegen den Seeuferweg. Diese betreffen weitgehend das östliche Teilwegstück. Gemäss Baudirektion steht aber demnächst eine Einigung bevor. Vielleicht kann der Baudirektor den Stadtrat noch auf den neusten Stand bringen. Dass die im Bericht auf Seite 8 in Aussicht gestellte Zahlung von CHF 150'000.- in der Kostenübersicht nicht erwähnt ist, steht ebenfalls im Zusammenhang mit den Einsprachen. Dieses Geld ist nämlich noch nicht geflossen. Bei einer Einigung würde es aber der Spezialfinanzierung Seeufergestaltung zugewiesen und käme damit diesem Projekt zugute.

Die GPK fragte sich ferner, ob es zu verantworten ist, dass bei den stegähnlichen Übergängen nur bergseitig Geländer montiert werden. Immerhin wird dieser Weg auch Velofahrenden zugänglich gemacht. Der Verzicht auf das seeseitige Geländer wurde jedoch vor allem aus ästhetischen Überlegungen heraus getroffen. Die Fallhöhe ist aber mit 0,6 m so gering, dass aufgrund der SIA-Norm kein Geländer vorgeschrieben ist. Die GPK kann somit auch diesen Entscheid nachvollziehen. Ich möchte mich an dieser Stelle bei den Projektverantwortlichen für ihre Geduld bei der Beantwortung der vielen Fragen bedanken. Damit bis zur Eröffnung des Seeuferwegs nach Vingelz nicht nochmals 30 Jahre verstreichen, stimmt die GPK dem Verpflichtungskredit für das Gestaltungsprojekt Seeuferweg in der Höhe von CHF 8'998'000.- zu.

Bohnenblust Simon, Fraktion GLP: Das vorliegende Projekt hat eine lange Vorgeschichte, die im Bericht an den Stadtrat ausführlich dargelegt wird. Ich möchte sie nicht wiederholen. Im Archiv des Bieler Tagblatts fand ich unter dem Stichwort "Beau Rivage" 281 Artikel seit 1999. Das zeigt, dass das Projekt "Beau Rivage" in den vergangenen Jahren immer aktuell war. Das Gebiet rund um das "Beau Rivage" zeigt exemplarisch die Problematik der heutigen verschiedenen Interessen und Nutzungsansprüche auf. Freizeit- und Segelsport, Wohnen sowie Erholung sollen in diesem Gebiet Platz haben, müssen aber mit dem Landschaftsschutz in Einklang gebracht werden. Eine kleine Randbemerkung: heute ist das Gebiet durch die Strasse stark lärmbelastet. Diesbezüglich ist ein anderes Projekt pendent: der Westast der A5 mit dem Vingeltunnel. Falls das Projekt je realisiert würde, wäre das eine weitere Möglichkeit, das Gebiet noch attraktiver zu machen. Vorliegend erfüllt der neue Abschnitt des Seeuferwegs die Anforderungen des See- und Flussufergesetzes (BSG 704.1) von 1982. Dort steht zwar, der Uferweg müsse nicht zwingend direkt am Seeufer verlaufen. Es kann bis 50 m landeinwärts angelegt werden. Beim betroffenen Uferabschnitt geht das aber nicht. Nach über 30 Jahren ist das See- und Flussufergesetz am Bielersee noch immer nicht vollständig umgesetzt. Viele Gemeinden betrachten den Seeuferweg als "Nice to have". Selten hat er einen grossen Stellenwert. Realisierungsprogramme existieren zwar oft, doch meistens fehlen die finanziellen Mittel für die Umsetzung. So sagte Kurt Schürch vom kantonalen Tiefbauamt in einem Artikel des Bieler Tagblatts vom 7. Oktober 2012: *"Es ist nicht wie ein Loch im Schulhausdach, das sofort repariert werden muss"*. Dazu könnten die BielerInnen sicher auch noch etwas sagen... Ob Uferbauten realisiert werden, ist meistens eine Frage der Finanzen. Der Kanton hat hierfür einen Fonds gebildet, der alljährlich mit bis zu CHF 2 Mio. geüfnet wird. Beim Projekt "Beau Rivage" übernimmt der Kanton CHF 2 Mio.. Trotzdem bleiben die Kosten für die Stadt Biel hoch. Die Fraktion GLP sieht aber auch die Chancen und den Nutzen dieses Projekts. Nach all den überwundenen Widerständen sollte es jetzt realisiert werden. Die Fraktion GLP befürwortet das vorliegende Projekt. Es bringt einen Mehrwert, indem ein attraktives Naherholungsgebiet, ein Wohngebiet, aber auch ein Gebiet für den Freizeitsport geschaffen werden soll. Die Weiterführung des Seeuferwegs wird sich sicher noch lange hinziehen. Wie der bald abtretende Baudirektor sagte, wird er dafür mindestens eine weitere Legislatur brauchen... Er wird das Projekt also nicht mehr umsetzen können...

Donzé Pablo, au nom du Groupe Les Verts: Si on ne se penche pas dans les détails du projet, la demande de crédit s'élève à environ 9 mio. fr., pour quelques mètres carrés de plage. Je révélerai d'abord un aspect un peu dérangent, qui m'a interpellé lors de la lecture de ce rapport. Partout ailleurs en ville, la haie qui délimite le jardin privée se trouve sur la parcelle du propriétaire. Or, les roseaux garantissant la tranquillité des privilégiés, qui résideront au bord du lac, se trouvent ici sur le domaine public. Mais cela doit faire partie du contrat. Il y a peut-être un parallèle avec la rue des Tanneurs, où un aménagement public audacieux était prévu et finalement le privé s'étend au maximum et se contente de ce qu'il reste. Les erreurs des années 60, où les lacs étaient privatisés, sont corrigées.

Dans son ensemble, le Groupe des Verts salue, après plusieurs décennies de négociations et de planifications, le fait que les Près-de-la-Rive se prolongent jusqu'au Beau-Rivage. Les besoins des différents utilisateurs (habitants, restaurant, marins d'eau douce) ont été tenus en compte. Le projet répond donc, selon le Groupe

des Verts, aux différents usages. En outre, les aspects écologiques d'aménagement des rives ont été respectés. Comme Monsieur Sutter le soulignait dans d'autres dossiers, Bienne doit être la ville lacustre la moins bien dotée en infrastructures portuaires. En fin de semaine, il y a beaucoup de monde dans un espace restreint. Notre groupe soutient donc ce projet et se réjouit du fait qu'au lieu d'un hôtel de 34 mètres de haut, cet espace laisse place à une nouvelle plage à Bienne. J'espère d'ailleurs, qu'une station de Vélospot soit prévue.

Fischer Pascal, Fraktion SVP/Die Eidgenossen: In diesen Uferweg soll relativ viel Geld investiert werden. Trotzdem unterstützt die Fraktion SVP/Die Eidgenossen dieses Geschäft prinzipiell. Sie hat dazu aber noch zwei kleine Fragen. Erstens sollen von den Investitionskosten für die öffentlichen Anlagen und den Uferweg nur 10% aus Spezialfinanzierung kommen. Warum nicht mehr? Wurden die Baukosten unterschätzt? Oder ist diese Kasse vielleicht schon leer? Zweitens erwähnt der Gemeinderat auf Seite 7 des Berichts eine Rampe, die genügend breit ist, *"...um den Durchgang für die kleinen Lieferwagen des Restaurants „Capriccio“, die Unterhalts- und Einsatzfahrzeuge sowie die Anhänger für den Boottransport bis zu einer gewissen Grösse zu ermöglichen..."* Die Fraktion SVP/Die Eidgenossen möchte wissen, was unter einer *"gewissen Grösse"* zu verstehen ist.

Moser Peter, Fraktion Forum: Auch die Fraktion Forum steht hinter diesem Projekt. Sie dankt dem Gemeinderat, dem Baudirektor und den Mitarbeitenden für die gewissenhafte Umsetzung. Wie die GPK-Sprecherin sagte, ist der Uferweg ein seit 30 Jahren gehegter Wunsch der Bevölkerung. Ob nun ein Klassenkampf daraus gemacht wird, weiss ich nicht. Wer am Seeufer Land besitzt, hat dieses wohl schon seit mehr als 30 Jahren. Dass mit dem Neid gegenüber Landbesitzern Abstimmungen gewonnen werden können, ist bekannt. Die GPK-Sprecherin führte aus, es gehe nicht um ein Luxusprojekt. Das stelle ich in Frage. Angesichts der heutigen Finanzlage der Stadt, finde ich, stellt es eine obere Grenze dar, es wäre fast ein "Nice to have". Trotzdem ist es ein schönes Projekt. Ich muss kein Prophet sein, um sagen zu können, dass die Wegfortsetzung auch in 30 Jahren noch nicht realisiert sein wird. Eine Generation Baudirektion reicht dazu nicht, es braucht mehrere, wenn es überhaupt jemals soweit kommen sollte... Das vorliegende Projekt wird von der Fraktion Forum aber unterstützt.

Sutter Andreas, Fraktion BVP: Auch die Fraktion BVP unterstützt dieses Projekt. Zwar soll für eine relativ kleine Bereinigung eines Seeuferabschnitts sehr viel Geld aufgewendet werden. Trotzdem ist die vorliegende Umsetzung aus Sicht der Fraktion BVP gut. Zumindest ich persönlich vertrete die Ansicht, dass ein durchgehender Seeuferweg ein Murks werden wird. Das zeigt sich dort, wo solche Wege bereits realisiert wurden und sie sich nur teilweise bewähren. Gerade dort, wo der Bau von Rampen oder Tunnels erzwungen wurde, haben diese sich aber nicht bewährt. Das kann am Neuenburgersee verfolgt werden, wo solch schmale Rampen oder Trottoirs teils von Gesetzes wegen realisiert werden mussten. Solch forcierte Lösungen sind auch für die Spazierenden wenig gemütlich und wecken das Gefühl, dass sie nicht willkommen sind, zumal sie direkt vor den Frühstückstischen der Anwohnenden durchspazieren. Es ist zudem wenig spassig, sich durch Dornen zu zwängen, da bezüglich Freihaltung des Weges keine Zwangsmassnahmen durchgesetzt werden können. Das vorliegende Projekt ist deshalb sicher ein wichtiger Schritt in die richtige Richtung.

Noch eine Bemerkung in eigener Sache: Am 20. Januar 2011 deponierte ich die Motion 20110044, "Zeitgemässe Infrastruktur für die Bieler Hafenanlagen". Im Rahmen der Umsetzung dieser Motion wird ein Teil der Forderungen, beispielsweise die Fäkalienabsauganlage, im nun projektierten Hafen realisiert. So ist es zumindest mit der Baudirektion abgesprochen. Im anderen Kleinbootshafen wäre der Einbau einer Fäkalienabsauganlage tatsächlich ziemlich schwierig, weil die Kanalisationsleitung sehr lang würde. Eventuell könnten auch noch andere Forderungen meiner Motion im vorliegenden Hafenprojekt realisiert werden.

Die Fraktion BVP unterstützt den vorliegenden Kreditantrag und ist überzeugt davon, dass aus diesem bisher vernachlässigten Uferabschnitt etwas Schönes entsteht.

Augsburger-Brom, Fraktion SP: Auch die Fraktion SP steht hinter diesem Projekt. Es ist ein gutes Projekt, Bevölkerung und BesucherInnen dieser Stadt warten seit Jahrzehnten darauf. Zu vorliegendem Projekt gibt es verschiedene parlamentarische Vorstösse und Volksabstimmungen. Der Zeitpunkt erscheint der Fraktion SP richtig. Einerseits ist es höchste Zeit für die Umsetzung, andererseits werden die Kosten in Zukunft kaum sinken. Eine Etappierung erachtet die Fraktion SP nicht als vorteilhaft. Zu den kantonalen Beiträgen steht im Bericht auf Seite 10: *"Diese Beiträge können nur für den Uferweg, die der Öffentlichkeit zur Verfügung gestellten Freiflächen (...) eingefordert werden."* Das Gestaltungsprojekt Seeuferweg soll nun realisiert werden. Auch in diesem Projekt geht es um viel Geld. Die Gestaltung des Bereichs "Beau Rivage" ist für die Stadt aber wichtig. Zudem handelt es sich um ein Paradebeispiel für ein Projekt, das echt der Allgemeinheit dient. Die Fraktion SP will nicht an der Zukunft sparen. Sie ist überzeugt, dass langfristige und nachhaltige Projekte trotz der momentanen städtischen Finanzlage realisiert werden müssen. Deshalb unterstützt sie den vorliegenden Kredit.

Ogi Pierre, PSR: Il est intéressant de constater que tout le monde est d'accord pour "claquer" en vitesse 9 mio. fr. Sachant qu'un trottoir à la rue du Lindenhof, qui ne coûterait que 300'000 fr., est trop cher pour la Ville de Bienne, un projet d'une telle ampleur ne peut, à mon sens, être considéré que comme un luxe! Il est vrai que le quartier de Mâche n'a pas le prestige du quartier de Vigneules! Il est en effet question, dans ce projet, de restaurants, de plaisanciers, de riverains. Bref, des riches! Tout le monde le sait: les riches deviennent toujours plus riches, même à Bienne! Ce projet est même soutenu par la gauche. Une nouvelle place de jeux, qui coûterait 1 mio. fr., a également été prévue dans le cadre de ce projet. Paradoxalement, la Ville de Bienne n'est même pas capable de mettre deux toboggans et trois balançoires de plus sur la place de jeu des Près-de-la-Rive, ce qui serait absolument nécessaire! Toutefois, une nouvelle place de jeux se justifie dans le cadre de ce projet ainsi que les millions de francs qui en découlent, mais c'est à rigoler! Et encore, si tout va bien, la moitié des nouveaux habitants de ce quartier ne seront même pas biennois. Pour les autres quartiers biennois, rien ne se passe! Il semble, dès lors, que plus le coût du projet est élevé plus il a de la chance d'être accepté. Par contre, des projets utiles, sans être luxueux, améliorant l'image de la Ville de Bienne, sont écartés. Des projets de nécessité, comme ce trottoir à la rue Lindenhof, qui ne verra probablement jamais le jour, car il est trop bon marché. Je demande au Conseil municipal, de soutenir davantage ce genre de projets, qui améliorent la qualité de vie dans les quartiers de notre Ville de Bienne.

Wiederkehr Martin, SP: Wenn Herr Ogi das Gefühl hat, dieses Projekt sei nicht für die Öffentlichkeit, war er wohl noch nie an einem schönen Wochenende im betreffenden Gebiet. Ich spreche als Anwohner, der seit mehr als 30 Jahren dort lebt. Bei schönem Wetter reisen die Leute mit dem Bus an, um dann auf dem Trottoir Richtung Rebenweg und Tessenbergstrasse zu gelangen. Dieses Trottoir ist aber unattraktiv und gefährlich! Zudem ist die Strasse auch am Wochenende stark befahren. Dennoch wird das Trottoir von Familien und velofahrenden Kindern benutzt. Ein Seeuferweg dient genau diesen Personen. Wenn ich als Anwohner den Seeuferweg heute unterstütze, dann deshalb, weil es ein guter Wurf ist, für welchen ich der Baudirektion danke. Das Projekt ist eine Win-Win-Situation, denn es entsteht sowohl ein neues Quartier als auch öffentlicher Raum. Gerade bei schönem Wetter gewinnt die Gegend massiv. Aber auch die Privaten gewinnen. Das ganze Gebiet wird neu gestaltet. Das Projekt von 1998 sah noch ein 12-stöckiges Hochhaus vor! Einige Stadtratsmitglieder fanden das damals super. Beim damaligen Projekt hätten aber nur die Privaten gewonnen. Die heutige Planung bringt der Öffentlichkeit einen grossen Nutzen und selbstverständlich auch den Privaten. Wenn am Wochenende auf den Schiffen die 5-Franken-Aktion gilt, sind diese überfüllt. Alle betrachten das Seeufer. Ein schön gestaltetes ist für die Region eine touristische Attraktion und motiviert Einheimische wie Auswärtige, den Seeuferweg zu benutzen. Danke für die grosse Unterstützung für dieses Projekt.

Klopfenstein Hubert, Baudirektor: Ich danke für die grossmehrheitliche Zustimmung. Gerne leite ich den Dank an Herrn Kuonen und Frau Schmoll weiter. Es wurde erwähnt, dass das Projekt riesig sei. Endlich kann dieses Gebiet aber neu gestaltet und bereinigt werden. Die Bieler Bevölkerung wartet seit 30 Jahren darauf. Wie der Plan zeigt, geht es aber nicht nur um den Weg. Auch ein Kleinbootshafen, eine Wiese, ein Trockenplatz und anderes sind projektiert. Die privaten Bauherren profitieren, aber auch die Öffentlichkeit. Herr Wiederkehr sagte es richtig, es ist ein Projekt für die breite Öffentlichkeit. In diesem Gebiet sollen ein neuer Badestrand und eine neue Wiese entstehen. Diese Einrichtungen können alle benutzen, auch die Bevölkerung von Mett, obwohl ich ansonsten Herrn Ogis Voten schätze, hier muss ich sagen, er hat unrecht. Dieses Projekt ist nicht nur für die Reichen. Die Wohlhabenden, die dort wohnen werden, würden gerne auf den Seeuferweg verzichten. Die Opposition kam aus einer anderen Richtung. An sich wird jetzt ein "projet anti-riches" präsentiert, wenn ich dies ideologisch deuten würde. Wer dort wohnt, zahlt saftige Beiträge und könnte ohne das vorliegende Projekt gut leben. Deshalb ist die ideologische Interpretation von Herrn Ogi heute nicht zutreffend. Es ist nett, dass die GPK-Sprecherin sagte, das Projekt sei gar nicht so teuer. Billig finde ich es aber auch wieder nicht. Vielleicht habe ich da etwas falsch verstanden. CHF 9 Mio. sind ein recht stolzer Betrag. Ich denke aber, entweder will der Stadtrat dieses Projekt wie vorliegend oder nichts. Eine dritte Möglichkeit gibt es nicht. Werden die einzelnen Ausgabepositionen betrachtet, sind sie gerechtfertigt. Das Projekt enthält x Bauteile, Brücken, Rampen und so weiter. Die Kostenschätzungen sind sehr vernünftig. Vielleicht wird das Projekt mit der Ausschreibung sogar noch etwas billiger...

Es wurde gesagt: das Projekt sei sehr verschachtelt und viele Interessengruppierungen müssten unter einen Hut gebracht werden. Genau deshalb kann das Projekt auch nicht etappiert werden. Die Stadt realisiert nun, was in der Überbauungsordnung Seeuferplan vorgesehen war. Das Amt für Gemeinden und Raumordnung (AGR) hat diesen Plan genehmigt. Auch zum Baugesuch gab es

Einsprachen, aber das Projekt war eines der komplexesten der Baudirektion. Am 21. Oktober 2012 wurde bekannt, dass die privaten Einsprachen zurückgezogen werden. Das Regierungsstatthalteramt wird daher demnächst die Bewilligung für den Bau der Hafenanlage erteilen. Somit kann im Januar mit dem Bau begonnen werden. Das ist ein guter Zeitpunkt, weil dann der Wasserpegel des Sees am tiefsten ist. Es ist wie gesagt ein gutes Projekt. Nach 30 Jahren kann dem Stimmvolk endlich ein brauchbarer Vorschlag unterbreitet werden. Natürlich hoffe ich, dass dieses Projekt auch angenommen wird.

Es wurden noch spezifische Fragen gestellt. Herr Donzé, eine Velospot-Station ist vorgesehen. Herr Sutter stellte Fragen zu seiner Motion. Ein Teil der darin gestellten Forderungen können mit dem neuen Hafen umgesetzt werden. So ist beispielsweise eine Fäkalienabsauganlage vorgesehen. Diese wird zwar von Privaten gebaut, trotzdem ist sie in den Hafen integriert und wenigstens eine von vier Forderungen kann somit realisiert werden. Herr Fischer stellte eine Frage zur Spezialfinanzierung. Es ist tatsächlich so, dass diese mittlerweile aufgebraucht ist. Wenn aus ihr mehr hätte entnommen werden können, hätte der Gemeinderat das vorgeschlagen. Die Spezialfinanzierung wird aber durch die zu erwartenden Subventionen wieder gefüllt. Der Gemeinderat rechnet mit ungefähr CHF 2,4 Mio.. Diese kommen aber in Tranchen und es kann bis 2022 dauern, bis das ganze Geld in der Stadtkasse ist. Im Weiteren wurde noch eine Frage zur Rampe gestellt. Diese kann mit einem Poller gesperrt werden und ist grundsätzlich nicht befahrbar. Sie wird nur für das "Capriccio" und diejenigen, die ihre Schiffe abladen wollen geöffnet und kann mit Offroadern befahren werden. Herr Ogi, ich weiss, dass mit dem vorliegenden Kredit 30 Trottoirs am Lindenweg gebaut werden könnten. Das Projekt im Gebiet "Beau Rivage" dient aber der Öffentlichkeit. Ich wiederhole: es ist wirklich kein Projekt für Wohlhabende, sondern für normale BürgerInnen.

Esseiva Monique, présidente du Conseil de ville: Nous votons tout d'abord le crédit au chiffre romain I, point 1, 2 et 3 du projet d'arrêté. Conformément à l'art. 40, al. 1, ch. 1, let. a du Règlement de la Ville de Bienne cet objet doit être soumis en votation populaire.

Vote

Vu le rapport du Conseil municipal du 7 septembre 2012 concernant l'aménagement du secteur «Beau-Rivage» et du premier tronçon du chemin de rive», et s'appuyant sur l'art. 40, al. 1, ch. 1, let. a du Règlement de la Ville de Bienne du 9 juin 1996 (RDCo 101.1), le Conseil de ville **arrête** par **47 OUI, 1 NON et 1 abstention**:

I.

Il est recommandé aux ayants droit au vote biennois d'approuver le projet d'arrêté suivant:

Vu le message du Conseil de ville du **24** octobre 2012, et s'appuyant sur l'art. 11, al. 1, let. a, du Règlement de la Ville de Bienne du 9 juin 1996 (RDCo 101.1), la Commune municipale de Bienne arrête:

1. La Commune municipale de Bienne approuve le projet d'aménagement du secteur «Beau-Rivage» et du premier tronçon du chemin de rive et octroie un crédit d'engagement de 8'998'000 fr. dont
 - 7'102'000 fr. pour les aménagements publics et le chemin de rive (dont 784'000 fr. à la charge du financement spécial «Aménagement des rives du lac» 2281.5601),
 - 843'000 fr. pour les places à sec à la charge du financement spécial «Aménagement des rives du lac» (2281.5601),
 - 873'000 fr. pour les places du port Beau-Rivage à la charge du financement spécial «Aménagement des rives du lac» (2281.5601) et
 - 180'000 fr. pour le déplacement de la canalisation Beau-Rivage à la charge du compte spécial «Eaux usées».
2. Toute dépense supplémentaire due au renchérissement est d'ores et déjà approuvée.
3. Le Conseil municipal est chargé d'exécuter cet arrêté. Il est habilité à procéder à des modifications de projet s'avérant nécessaires ou indispensables, dans la mesure où elles n'en changent pas le caractère général. Le Conseil municipal est habilité à déléguer cette compétence à la direction responsable.

Esseiva Monique, présidente du Conseil de ville: Nous passons maintenant au chiffre romain II concernant le projet de message du projet d'arrêté.

Vote

II.

Le projet de message aux ayants droit au vote biennois concernant l'aménagement du secteur «Beau-Rivage» et du premier tronçon du chemin de rive est approuvé **avec des modifications.**

141. 20120293 Création et suppressions de postes au 1^{er} janvier 2013

Bösch Andreas, GPK: Dem Bericht kann entnommen werden, dass der Stellenplan nächstes Jahr grosse Änderungen erfährt. Das erklärt sich dadurch, dass die Bieler Verwaltung ab 2013 eine neue Struktur und fünf statt vier Direktionen haben wird. Im Gesamttotal wird der Stellenplan um 1,35 Stellen verringert. Die GPK möchte dazu einige Bemerkungen machen:

Der Stellenplan ist nur ein ungefähres Abbild der effektiven städtischen Stellen. So ist beispielsweise nicht ersichtlich, ob Stellen vakant sind und nicht sofort wieder besetzt wurden. Alle haben vom Stellenmoratorium Kenntnis. Frei werdende Stellen werden momentan für sechs und zukünftig für drei Monate nicht wiederbesetzt. Das alles berücksichtigt der Stellenplan nicht. Der Gemeinderat hat zudem auch die Möglichkeit, Stellen provisorisch zu schaffen oder provisorisch zu streichen. Daneben gibt es Stellen, die in diesem Stellenplan nicht berücksichtigt sind, beispielsweise diejenigen der städtischen Verkehrsbetriebe (VB). Deren Mitarbeitende sind zwar den

städtischen Bedingungen entsprechend angestellt, da die VB aber ein eigenständiges Unternehmen sind, sind diese Stellen im Stellenplan nicht berücksichtigt. Ähnliches gilt auch für die CTS. Die GPK diskutierte, ob teils vielleicht mehr hätte gespart werden können. Sie kam aber zum Schluss, dass vorgängig in diesem Jahr der Wechsel von vier auf fünf Direktionen vollzogen werden muss. Im Rahmen dieser Umgestaltung hat der Gemeinderat immer noch die Möglichkeit, Synergien zu nutzen, Stellen provisorisch nicht zu besetzen oder provisorisch zu streichen. Der Stadtrat kann im Jahr darauf oder in den Folgejahren darüber befinden, ob die Stellen dann definitiv gestrichen werden sollen. Abschliessend noch einige Bemerkungen der GPK zu einzelnen Punkten:

- Punkt 1.2, Finanzdirektion

In der Finanzdirektion müssen 120 Stellenprozente neu geschaffen werden. Einige Stadtratsmitglieder können sich vielleicht daran erinnern, dass der Stadtrat 2010 eine neue Telefonielösung für die Verwaltung gewählt hat. Es handelte sich um ein Microsoftprodukt. Nun hat sich herausgestellt, dass der ESB eine eigene Telefonielösung wünscht und auch braucht, weil er andere Ansprüche hat als die Stadt. Bisher wurde die Telefonvermittlung der Stadtverwaltung zusammen mit dem ESB betrieben. Das ist nun nicht mehr möglich, die Stadt muss ihre Telefonvermittlung selber organisieren. Deshalb entsteht für die Verwaltung ein Mehraufwand, der mit diesen 120 Stellenprozenten abgedeckt wird. Im Bericht ist erwähnt, dass diese Reorganisation mittelfristig kostenneutral erfolgen kann. Es muss aber auch berücksichtigt werden, dass langfristig wohl doch Mehrkosten auf die Stadt zurückkommen.

- Punkt 1.3, Sicherheitsdirektion

Mit den zusätzlichen Stellenprozenten wird die Motion 20100037, Émilie Moeschler, Fraktion SP, "Für städtische Verkehrsdienstmitarbeiter und -mitarbeiterinnen" erfüllt. Somit können auch Stadtangestellte den ruhenden Verkehr kontrollieren und nicht nur Angestellte einer Sicherheitsfirma.

Stellenstreichungen

Beim Museum Schwab fallen 2,5 Stellen weg. Der Grund dafür ist, dass sie nun in die Kompetenz des Neuen Museums Biel und deshalb aus dem Stellenplan der Stadt fallen. Natürlich sind diese Stellen aber nicht wirklich gestrichen. Wie aus dem Budget hervorgeht und alle wissen, zahlt die Stadt einen grossen Betrag an das Neue Museum Biel, nämlich CHF 1,3 Mio..

Die GPK ist für die vorgeschlagenen Stellenschaffungen und -streichungen.

Kaufmann Stefan, Fraktion Forum: Die Fraktion Forum hat festgestellt, dass der Stellenetat tendenziell sinkt. Das ist eine positive Entwicklung. Der Fraktion Forum fiel aber auch auf, dass in der Abteilung Erwachsenen- und Jugendschutz (EJS) trotz Kantonalisierung ab 2013 nur zwei Stellen eingespart werden. Ich finde es erstaunlich, dass die GPK dazu keine Bemerkung gemacht hat. Meine Fraktion fragt sich, was die Riesenübung Kantonalisierung bringt, wenn trotzdem noch so viel an der Stadt hängen bleibt... Zuerst wollte die Fraktion daher die 50 Stellen beim EJS nicht bewilligen. Sie nahm aber mit dem EJS Kontakt auf und erfuhr, dass 45 von diesen 50 Stellen über den Lastenausgleich des Kantons finanziert werden. Somit bleiben für die Stadt noch 5 Stellen. Ich frage mich, weshalb sich dies aus dem Bericht nicht entnehmen lässt. Der EJS ist ein seltsames Konstrukt: die Mitarbeitenden sind von der Stadt angestellt, aber vom Kanton bezahlt. Um aber an solche Informationen zu kommen, müssen die Stadtratsmitglieder bei der Verwaltung

nachfragen. Nicht immer habe ich dafür die nötige Zeit. Ich bitte den Gemeinderat, folgende konstruktiv gemeinte Kritik aufzunehmen: wenn dem Stadtrat Berichte vorgelegt werden, sollen diese alle, für das Parlament relevanten Informationen enthalten.

Güntensperger Nathan, Fraktion GLP: Ich kann mich meinem Vorredner anschliessen. Ich wusste nämlich auch nicht, dass diverse Stellen beim EJS vom Kanton bezahlt werden und so wundere ich mich auch, weshalb mit der Reorganisation nur zwei Stellen eingespart werden können. Herr Kaufmann erläuterte mir dies vor der Sitzung und nun habe ich es verstanden. Die Fraktion GLP machte sich aber noch weitere Gedanken zu den Stellenschaffungen und ist mit dem Geschäft nur teilweise zufrieden. Dass das Stellensaldo gesamthaft sinkt, ist sicher gut. Die Geschichte mit der Telefonielösung aber verärgert mich. Da wurde doch tatsächlich eine neue Telefonielösung installiert, welche für einen Teil der Stadtverwaltung (der ESB war und ist zu diesem Zeitpunkt noch Teil der Stadtverwaltung) gar nicht kompatibel ist! Auch ich stimmte seinerzeit für die neue Telefonielösung. Mit keinem Wort wurde aber damals erwähnt, dass der ESB sie nicht verwenden kann und die Stadt deshalb eine eigene Telefonvermittlung sowie zusätzliche 120 Stellenprozent benötigen würde. Der im damaligen Bericht veranschlagte Betrag von CHF 120'000.- für die neue Lösung verdoppelte sich. Die ESB - eigene Telefonielösung anzuschaffen, wird ebenfalls nicht gratis sein.

Wie die Stellenstreichung bei der Abteilung Infrastruktur aufzeigt, konnte die Stelle des Leiters Gärtnerei und Friedhof ersatzlos gestrichen werden. Das ist schön und gut. Entlarvend ist aber, dass es gerade eine Leitungsstelle trifft, also eine aus dem Verwaltungsüberhang, den die Fraktion GLP bereits verschiedentlich kritisiert hat. Offensichtlich müssen zumindest bei dieser Abteilung die Angestellten wesentlich weniger geleitet werden als angenommen. Mit anderen Worten: die Stelle des Leiters Gärtnerei und Friedhof war überflüssig. Die Fraktion GLP erwartet solche Effizienzprüfungen, Prüfungen der Abläufe und der Zweckmässigkeit bei jeder frei werdenden Stelle.

Fehr Erich, Stadtpräsident: Ich möchte für die insgesamt gute Aufnahme dieses Berichts danken. Ich bedaure, dass die Informationen offenbar zu wenig ausführlich waren. Wahrscheinlich arbeitete der Gemeinderat so lange an diesem Geschäft, dass für ihn alles klar war... Als er den Stadtratsbericht verfasste, war ihm gar nicht mehr bewusst, welche Informationen der Stadtrat benötigt. Insgesamt ist zu sagen, dass das Lastenverteilungssystem beim Erwachsenen- und Jugendschutz (EJS) nicht die gesamten Auswirkungen der Kantonalisierung aufdeckt. Im Bereich Erwachsenen- und Jugendschutz erfolgte nämlich eine sogenannte Professionalisierung. Gestützt auf die Bundesgesetzgebung hat der Kanton entschieden, dass diese diesbezüglichen Dienstleistungen nicht mehr im Milizverfahren erbracht werden sollen. Neu sollen die Leistungen im ganzen Kanton auf professionellem Niveau und in gleicher standardisierter Qualität angeboten werden. Für die Berner Bevölkerung führt dies insgesamt zu höheren Kosten. In Biel führen diese Verschiebungen dennoch zu einer Einsparung. Im Budget lässt sich dies besser ersehen als bei den Stellenschaffungen und -streichungen, denn es geht ja nicht nur um Stellen. Für die Stadt war diese Änderung finanziell interessant, auf kantonaler Ebene muss aber wohl nochmals darüber diskutiert werden.

Die Aussage von Herrn Bösch, wonach der Stellenplan nicht die ganze Wahrheit abbildet, stimmt. Der Stellenplan zeigt nur die definitiv geschaffenen Stellen. Der Stadtrat kennt die Mechanik: Der Gemeinderat kann für zwei Jahre provisorische Stellen schaffen. Nur wenn sie im dritten Jahr in definitive umgewandelt werden, müssen sie in den dem Stadtrat unterbreiteten Stellenplan integriert werden. Ein Stellenplan ist aber immer eine Sollbetrachtung. Stellen, die aufgrund von Fluktuationen oder aus anderen Gründen nicht besetzt sind, sind in diesem Papier nie ausgewiesen.

Nicht einverstanden bin ich mit der Kritik von Herrn Güntensperger: Mit der Stellenverschiebung aufgrund der neuen Telefonielösung werden beim ESB Kosten eingespart. Durch Synergien und Sparmöglichkeiten bei der Feuerwehr sollte diese Reorganisation mittelfristig kostenneutral sein. Da der ESB aber einen separaten Stellenplan hat, sind diese 120 Stellenprozente nun im städtischen Stellenplan aufgeführt. Für den Gesamtsaldo des "Konzerns" Stadt Biel hat diese Verschiebung aber keinen Einfluss, im Gegenteil, es wurde die gute Gelegenheit ergriffen, diese Aufgabe in die Aufgaben der Feuerwehr einzubinden. Insgesamt ist es also absolut keine negative Operation, Herr Güntensperger. Ich finde auch die Aussage, mehr Stellen seien grundsätzlich eine negative Erscheinung, nicht à priori richtig. Es gibt Aufgaben, die intern günstiger erbracht werden können als durch den Einkauf von externen Leistungen. Deshalb würde ich als Steuerungsgrösse eher die finanziellen Aspekte anschauen und nicht unbedingt die Anzahl Stellen. Dazu kommt, dass Biel, verglichen mit anderen Städten, dem Kanton oder dem Bund, mit schlanken Personalressourcen auskommt. Das muss in Anerkennung der Leistungen der städtischen Mitarbeitenden auch einmal gesagt werden. Beim Kanton hat eine Direktion ein Generalsekretariat mit jeweils zwei Stellvertretungen. Wenn das kantonale Direktorium beispielsweise eine Sitzung mit einem Legislativmitglied hat, wohnt zusätzlich noch eine/n wissenschaftliche/n MitarbeiterIn zwecks Protokolls der Sitzung bei. Für meine Direktionssekretäre, also Herrn Hostettler für die Finanzdirektion und Herrn Lindegger für den Präsidialstab, bin ich der Stellvertreter, der die entsprechenden Fragen und Probleme bearbeitet. Die Bielerischen Strukturen sind also deutlich schlanker als anderswo. Solche Vergleiche habe ich schon mehrmals erwähnt. Kürzlich wurde die Abteilung Liegenschaften diesbezüglich untersucht. Es stellte sich heraus, dass verglichen mit Bern Biel ungefähr drei oder vier Stellen mehr haben müsste. Biel war immer sehr kostenbewusst. Deshalb lasse ich diesen Vorwurf so nicht gelten. Vor allem finde ich die abschätzige Bemerkung zum Leiter Gärtnerei und Friedhof bedauerlich. Herr Güntensperger sagte, es habe sich gezeigt, dass diese Stelle überflüssig gewesen sei. Wer die Geschichte dieser Dienststelle kennt, merkt, dass dort sehr viel unternommen wurde. Vor 10 oder 15 Jahren gab es bei der Polizeidirektion eine Abteilung Friedhof und bei der Baudirektion eine Abteilung Stadtgärtnerei. Heute sind die beiden Bereiche in der Abteilung Infrastruktur zusammengefasst. Durch Optimierungen konnte der Stellenbestand nach und nach reduziert werden. Übrigens erfolgte dies in der Abteilung Infrastruktur sowohl auf Stufe der "gewöhnlichen" Mitarbeitenden als auch auf Kaderstufe. Sich bietende Gelegenheiten wurden immer genutzt. Insofern wurde genau die Forderung von Herrn Güntensperger nach regelmässiger Überprüfung und Optimierung erfüllt. Wenn Effizienzsteigerungen erreicht werden konnten, dann in der Abteilung Infrastruktur. Wenn Herr Güntensperger nun über einen solchen Prozess sagt, er hätte schon lange durchgeführt werden können, ist das eher demotivierend. Wenn eine Direktion solche Prüfungen vornimmt, Prozesse optimiert und

technologische Entwicklungen für Einsparungen nutzt, sollte dies meines Erachtens vom Stadtrat besser anerkannt werden, denn Geringschätzung reduziert die Motivation für solche Veränderungen.

Vote

Vu le rapport du Conseil municipal du 7 septembre 2012 concernant « Créations et suppressions de postes », et s'appuyant sur l'art. 40, al. 1, ch. 1, let. k du Règlement de la Ville du 9 juin 1996 (RDCo 101.1), le Conseil de ville de Bienne **arrête**:

1. Sous réserve de l'approbation du budget 2013 de la Commune municipale de Bienne par les ayants droit au vote biennois, les postes suivants

sont définitivement créés au 1^{er} janvier 2013:

- 1.20 poste à la Direction des finances (Département Informatique & Logistique)
- 2.00 postes à la Direction de la sécurité (Inspection de police)

sont définitivement supprimés au 1^{er} janvier 2013:

- 1.95 poste à la Direction de la formation, de la prévoyance sociale et de la culture (Département de la protection de la jeunesse et des adultes)
- 2.50 postes à la Direction de la formation, de la prévoyance sociale et de la culture (Musée Schwab)
- 0.60 poste à la Direction des travaux publics (secrétariat de direction)
- 1.00 poste à la Direction des travaux publics (Département des infrastructures)

2. De plus, un poste à 100% pour un membre supplémentaire au Conseil municipal est intégré dans le tableau des emplois (statut définitif).
3. Le Conseil municipal est chargé d'exécuter cet arrêté.

142. 20120036 Budget 2013

Esseiva Monique, présidente du Conseil de ville: Je vous rappelle, que les formulaires de modifications se trouvent sur la table de l'huissier. Nous allons traiter le budget selon les points dans l'ordre du jour. Lors des discussions du débat d'entrée en matière, je vous demande d'amener des réflexions d'ordre général. Les demandes de modifications seront traitées par la suite, lors des discussions par direction respective.

Débat d'entrée en matière

Stöckli Schwarzen Heidi, GPK: Die fetten Jahre sind vorbei, das zeigten die beiden letzten Rechnungsabschlüsse. Aus roten Budgets werden keine schwarzen Rechnungsabschlüsse. Ein Budget auf eine schwarze Null zu bringen kommt mir vor wie das Öffnen einer Sardinenbüchse. Je länger es dauert, desto anspruchsvoller und harziger wird es und desto mehr Kraft braucht es. Irgendeinmal kommt der Punkt, an

dem man sich entscheiden muss, ob weiterhin sorgfältig am Deckel gerissen oder ob er mit einem grossen Ruck entfernt werden soll. Ich habe den Eindruck, dass es auch mit dem vorliegenden Budget so geht. Der Gemeinderat hat sich offenbar dazu entschieden, den Deckel weiterhin sorgfältig aufzuziehen und die Ruckübung als letzte Variante anzudenken. Der Gemeinderat legte dem Stadtrat die Finanzstrategie vor. Gemäss dieser will er bis 2013 einen ausgeglichenen Rechnungsabschluss erzielen. Es ist vorgesehen, hierfür CHF 44 Mio. Eigenkapital einzusetzen, CHF 10 Mio. beim Aufwand einzusparen und CHF 10 Mio. Mehreinnahmen zu generieren. Alle wissen aber, dass dieser Weg Stolpersteine birgt. Vor allem die wirtschaftliche Entwicklung, der Finanz- und Lastenausgleich (FILAG) und die Volksentscheide vom letzten September machen der Umsetzung dieser Finanzstrategie einen Strich durch die Rechnung. Einnahmesteigerung und Aufwandbeschränkung sind schwierig zu realisieren. Der wirtschaftliche Einbruch in Europa und der starke Franken haben Auswirkungen auch auf die Exportindustrie und es kommt zu einer Konjunkturabkühlung. Die Prognosen des Staatssekretariats für Wirtschaft sagen, dass die internationale Konjunkturabkühlung nun auch in der Schweiz angekommen ist. Für die kommenden Quartale ist mit einer verhaltenen Konjunktur und mit leicht zunehmender Arbeitslosigkeit zu rechnen. Für die Rechnung 2012 heisst das für Biel wahrscheinlich, dass der Zinsaufwand steigen und die Verschuldung zunehmen wird.

Der FILAG belastet die Stadt stärker als angenommen. In der Finanzstrategie wurde das nicht berücksichtigt. Diese Transferzahlungen tilgen die Mehreinnahmen zu einem grossen Teil. Das hat mit dem System, den Beitrags- und Umverteilungsmechanismen zu tun. Die Beiträge werden weitgehend pro Kopf berechnet, richten sich insbesondere nicht nach der Steuerkraft. Für Biel wirkt sich das sehr nachteilig aus. Konkret werden Personen, die unter CHF 60'000.- pro Jahr verdienen, für die Stadt zu einer Belastung ohne ausgleichende Entlastung.

Die Ablehnung der Initiative "Faire Steuern für Familien" und die Annahme des Gegenvorschlags zur Motorfahrzeugsteuer im September 2011 führen zu zusätzlichen Mindereinnahmen. Alle wissen, dass 80% der Ausgaben zudem gebundene Ausgaben sind. Auch diese nehmen stetig zu, ich erwähne nur den Sozialbereich. Das bedeutet, dass ganz viele Ausgaben nicht steuerbar sind. Korrekturen können nur auf kantonaler Ebene erfolgen. Die nicht gebundenen, frei verfügbaren Mittel sind gering. Die Abgaben an Bund, Kanton und Gemeindebeiträge stiegen zwischen 2010 und 2013 um CHF 11,5 Mio.. Im Gegenzug erhielt die Stadt von Bund, Kanton und Gemeinden im gleichen Zeitraum nur CHF 2,3 Mio. mehr als bisher. Der Handlungsspielraum der Stadt verringerte sich somit um CHF 9,2 Mio.. Das bedeutet, dass langfristig ein Ausgaben- und Leistungsabbau sowie Steuererhöhungen wohl unumgänglich sein werden. Unter diesen Vorzeichen eine schwarze Null zu budgetieren, ist eine grosse Herausforderung. Es wurde dennoch versucht, alle politischen Kräfte mittels eines Runden Tisches einzubinden. Alle sollten im Boot sein, wenn substanzielle Massnahmen ergriffen werden müssen und ein sehr schwieriges Massnahmenpaket geschnürt werden muss. Dieser Runde Tisch war aber eher Begleitgruppe als Paketschnürer... Immer wieder kam es zu Informationsaustauschen. Der Runde Tisch fungierte als ein "Echoraum" für den Gemeinderat. Anlässlich des Treffens vom 5. September 2012 wurde dem Runden Tisch das definitive Budget vorgestellt. Erstaunlich war, wie das Budget aufgenommen wurde. Der Gemeinderat wurde für die Nachvollziehbarkeit der Informationen und die Erklärungen gelobt. Das Budget selber wurde als glaubwürdig

und realistisch bezeichnet. Niemand forderte eine schwarze Null. Als Sitzungsleiterin hat mich das erstaunt und ich bin gespannt, ob diese Stimmung während der Stadtratsdebatte anhält, oder ob der Stadtrat das blaue Wunder erlebt. Ich gehe eher vom zweiten aus.

Es liegt also ein Budget mit einem Defizit von fast CHF 10 Mio. vor. In der Rechnung soll aber eine schwarze Null ausgewiesen werden. Die Abweichung von der Finanzstrategie ist enttäuschend und unbefriedigend. Der Budgetierungsprozess und dessen Resultate sind aber auch aus Sicht der GPK glaubwürdig und nicht geschönt. Auch die GPK findet das vorliegende Budget realistisch. Sie findet den Antrag des Gemeinderats nachvollziehbar und vertretbar. So wurde in den letzten Jahren weniger Eigenkapital für die Defizitdeckung benötigt als in der Finanzstrategie vorgesehen. Statt CHF 35 Mio. wurden "nur" CHF 22 Mio. gebraucht. In der Spezialfinanzierung Buchgewinne, die für Defizitdeckungen verwendet werden kann, befinden sich immer noch CHF 52 Mio.. Das städtische Vermögen kann das Defizit somit garantiert abdecken. Notfalls wäre sogar eine Erstreckung der Finanzstrategie bis 2014 möglich. Das vorliegende Budget sieht keine Entnahme aus der Spezialfinanzierung Buchgewinne vor. Die Investitionen wurden auf CHF 21 Mio. herabgesetzt und sind damit finanzierbar. Die Abschreibungen halten sich in Grenzen. Die Einnahmen wurden vorsichtig optimistisch budgetiert, vor allem bei den Steuern. Was die beeinflussbaren Ausgaben betrifft, hat der Gemeinderat somit die Zitrone weitgehend ausgepresst. Von Mitte Juni bis zur zweiten Lesung konnte das Defizit von CHF 25,3 Mio. auf CHF 9,96 Mio. reduziert werden. Der Sachaufwand wurde auf dem Betrag der Rechnung 2010 eingefroren, beziehungsweise sogar tiefer angesetzt. Es wurden keine neuen Stellen geschaffen und nicht besetzte Stellen wurden aus dem Budget gestrichen. Reserven für die Verwaltungsreform wurden keine eingebaut und das Stellenwiederbesetzungsmoratorium wurde aufrechterhalten, aber auf drei Monate reduziert.

Mit den budgetierten Einsparungen beim Sach- und Personalaufwand ist die Stadt wahrscheinlich am Anschlag. Die bisherigen Sparmassnahmen hinterlassen beim Personal Spuren. Das städtische Personal leistete in den letzten Jahren einen substanziellen Beitrag zur Sicherung einer gesunden Finanzlage. Eine Realloohnerhöhung gab es nicht und auch die Arbeitslast hat nicht abgenommen. Der Goodwill schmilzt, symbolische Gesten der Anerkennung und Wertschätzung wie beispielsweise zusätzliche Freitage vermögen nicht mehr zufrieden zu stellen. Die GPK ist sich bewusst, dass in einzelnen Abteilungen und Bereichen die Belastung durch das Stellenwiederbesetzungsmoratorium zeitweise hoch bis riesig ist. Gottlob sind aber nicht alle Abteilungen betroffen. Die GPK findet, dass ein solches Moratorium nicht ewig erstreckt werden darf, wenn Leistung und Motivation der Mitarbeitenden weiterhin stimmen sollen. Weitere personelle Einsparungen werden nur noch über Aufgaben- und Leistungsabbau möglich sein und das ist eine politische Frage. Das weiss auch der jetzige und künftige Personalverantwortliche und ich gehe davon aus, dass ihm nicht nur als Stadtrat das Wohlergehen des Personals ein Anliegen war, sondern auch jetzt als oberster Chef.

Ich komme zurück zur Begründung, weshalb die GPK das vorliegende Budget nachvollziehbar findet. Der Runde Tisch wurde vom Gemeinderat nie aufgefordert, "massive" Sparpakete zu schnüren, solche die schmerzen und Leistungsabbau bedeuten. Der Runde Tisch wiederum forderte einen solchen in den anderthalb

Jahren, in denen er den Budgetierungsprozess begleitete, auch nie. Dazu kommt, dass der Gemeinderat Massnahmen eingeleitet hat, um den Finanzhaushalt nachhaltig zu sanieren. Er will Prozesse und Strukturen hinterfragen. So beauftragte er eine Externe, die städtischen Planungs- und Budgetierungsprozesse mitsamt den entsprechenden Instrumenten zu analysieren. Die Finanzdirektion soll mehr Weisungskompetenz erhalten, damit die Budgetierung offener und transparenter wird. Zudem sollen Entwicklung und Detailbereich der Lastenausgleichskosten untersucht werden. Die GPK ist froh, dass der Gemeinderat diese Massnahmen eingeleitet hat. Sie erhofft sich davon eine substantielle Verbesserung der finanziellen Lage sowie die Erkenntnis, wie der FILAG die Finanzflüsse und Spielräume der einzelnen Direktionen im Detail konkret beeinflusst und welche Möglichkeiten sich der Stadt für die Budgetierung daraus eröffnen.

Nun habe ich noch eine formale Bemerkung. Dem Stadtrat liegt ein Vergleich von Budget zu Budget vor, ein komplexes Dokument. Die Aufspaltung von vier auf fünf Direktionen macht es noch anspruchsvoller. Einzelne Direktionen waren sehr schwer nachvollziehbar. Die Einzelheiten möchte ich den GPK-SprecherInnen zu den einzelnen Direktionen überlassen. Die GPK hofft jedoch, dass diese Vergleiche nächstes Jahr wieder wie gewohnt gestaltet sein werden...

Unter Berücksichtigung all dieser Überlegungen hat die GPK das Budget 2013 inklusive Liegenschaftssteuer und Hundetaxe gutgeheissen. Sie spricht sich für kostenneutrale Budgetänderungsanträge aus, damit das Budget nicht noch zusätzlich belastet wird. Ich komme zurück zu meinem Bild mit der Sardinenbüchse: Die GPK findet den vom Gemeinderat eingeschlagenen Weg gut. Sie wird sich aber nicht dagegen stellen, den Deckel mit einem grossen Ruck zu öffnen, wenn dies nötig werden sollte und wenn einschneidende Sparpakete geschnürt werden müssen.

Magnin Claire, au nom du Groupe Les Verts: Le présent budget 2013 était attendu avec une certaine inquiétude par le Groupe des Verts. Qu'allait-il nous réserver? La présentation faite par Monsieur Fehr à la Conférence des Présidences de groupes était plutôt rassurante. *"La preuve du pudding, c'est qu'on le mange"* disait Karl Marx! Le Groupe des Verts a une appréciation plutôt positive de ce budget. Les prestations aux différentes institutions et associations n'ont pas été supprimées, c'est une bonne nouvelle. Le renchérissement leur a été accordé et les petites institutions culturelles continuent à être soutenues. Leurs subventions ont également été adaptées au renchérissement, ce qui n'est que justice par rapport aux grandes institutions culturelles. Le déficit a été maintenu à 10 mio. fr., comme par le passé, sauf que cette année ce déficit virtuel est devenu réel. Il a même augmenté de 2,5 mio. fr., suite à l'acceptation du contre-projet du Grand conseil sur les impôts. La péréquation financière nous réserve de mauvaises surprises et cela va se poursuivre ces prochaines années. La politique des caisses vides au niveau cantonal se poursuit, accompagnée des demandes constantes de la droite, de diminuer les impôts. Le report des charges sur les centres urbains est également une des conséquences de la politique de la droite.

La politique des caisses vides a toujours été combattue par le Groupe des Verts. Cette politique doit être supportée par la population et par les communes. Il serait temps, que les député(e)s de la Ville de Bienne ainsi que le Conseil municipal défendent une politique fiscale dans l'intérêt des centres urbains et des villes, qui

doivent assumer toujours plus de lourdes charges. Le Conseil municipal est désolé, que l'arrivée de nouveaux résident(e)s imposables à Bienne rapporte moins d'entrées fiscales, que celles qui étaient attendues. En effet, aujourd'hui la précarité règne dans le monde du travail. Les bas salaires, le travail sur appel et l'inégalité salariale entre hommes et femmes a toujours plus de conséquences sur les entrées fiscales et les travailleurs n'en portent pas la responsabilité. Mais, si la Ville s'engage pour un salaire minimum à 4'000 fr., cette situation pourrait certainement évoluer. Un des autres éléments importants est certainement, que ces nouveaux contribuables ne sont pas que des célibataires en bonne santé et fous du travail, mais bel et bien des familles, dont le budget est certainement plus serré, ce qui bien évidemment a des conséquences sur les rentrées fiscales. Il convient, néanmoins, de se réjouir de l'arrivée de ces nouveaux habitant(e)s.

S'agissant du budget 2013, le Groupe des Verts est d'avis, que si la Ville est à la limite en matière de dépenses de fournitures et d'entretien, le fait de dépasser cette limite aura des conséquences graves sur le maintien de la valeur des biens et des prestations de la Ville.

Hélas, le budget 2013 se construit également sur le dos du personnel de la Ville de Bienne, en maintenant le moratoire sur le remplacement du personnel démissionnaire. Le Groupe des Verts ne soutient pas cette politique et ne s'en accommodera pas. Le personnel de la Ville de Bienne a également clairement manifesté son opposition au maintien de ce moratoire. Les deux organisations syndicales en ont informé les membres du Conseil de ville ce soir. Le Conseil municipal est compétent pour les engagements. Or, le Conseil de ville peut manifester son soutien au personnel de la Ville et son opposition à ce moratoire, en intervenant directement sur le budget. Le Groupe des Verts a ainsi déposé des propositions d'amendements au budget, en vue d'accorder les moyens financiers suffisants au Conseil municipal, afin de repourvoir immédiatement les postes démissionnaires à la Ville de Bienne. Le personnel n'est pas responsable de la crise financière, ni de la politique fiscale de la droite et des tenons des caisses vides. Il fait son travail avec loyauté et engagement et n'a pas à supporter les conséquences de cette politique. Le blocage du renouvellement du personnel de la Ville a été présenté au Conseil de ville comme une mesure, qui ne devait durer qu'une année. Ce blocage a aussi été présenté comme tel au personnel, qui a accepté ce blocage d'une année et non pas deux, trois ans ou voire plus. Certes le Conseil municipal dit vouloir alléger les conséquences de ce moratoire, en le limitant à trois mois. Pour le Groupe des Verts, trois mois c'est encore trop! La politique de blocage du personnel est une politique contre-productive. Cette politique génère fatigue, frustrations et le sentiment de ne pas pouvoir exécuter correctement son travail. Ceci est un cercle vicieux. Les conséquences retombent en cascade sur la qualité des prestations administratives à la population. Le blocage du personnel est une mesure, qui contredit la volonté de sauvegarder les droits sociaux de la population. Le Groupe des Verts prie le Conseil de ville de soutenir ses propositions d'amendements et par conséquent le personnel de la Ville de Bienne. La question primordiale, dont le Conseil de ville devra débattre dans le proche avenir reste celle liée à une augmentation des impôts, afin que la Ville puisse faire face à ses obligations.

Scherrer Martin, Fraktion SVP/Die Eidgenossen: Für die Fraktion SVP/Die Eidgenossen ist das Budget 2013 eine Enttäuschung, denn es stellt keine

Verbesserung gegenüber demjenigen von 2012 dar. Die Fraktion SVP/Die Eidgenossen vermisst den Willen des Gemeinderats, ein ausgeglichenes Budget zu präsentieren, so wie er es 2009 versprach. Um ein solches zu erreichen, braucht es eindeutig zusätzliche Anstrengungen und auch unangenehme Einsparungen. Zwar erwartete die Fraktion SVP/Die Eidgenossen für das Budget 2013 aufgrund der momentanen wirtschaftlichen Situation keine schwarze Null. Sie hätte aber zumindest erwartet, dass es in diese Richtung geht und das Defizit nicht gleich hoch bleibt wie 2012. Die Fraktion SVP/Die Eidgenossen will nicht sagen, dass der Gemeinderat nichts gespart hat. Sie anerkennt, dass er bei den Honoraren, Spesen und sonstigen Auslagen im Sachaufwand gespart hat und das Stellenwiederbesetzungsmoratorium aufrecht halten will. Diese Massnahmen reichen aber nicht aus. Zudem will der Gemeinderat andernorts weiterhin mehr Geld ausgeben. Beispielsweise erhält das Stadtmarketing statt wie bisher CHF 10'000.- neu CHF 105'000.-. Den sozialen Institutionen wird aus Prinzip 3,5% Teuerungsausgleich gewährt. Die Teuerung beträgt in der Schweiz aktuell 0%. Das wird nicht berücksichtigt. Der Obdachlosentreff Vagos erhält normalerweise CHF 70'000.-, dieses Jahr aber CHF 170'000.-. Da dieser Treff finanzielle Probleme hat, sollen nun offenbar Subventionen vorgeschossen werden. Der Stadtrat weiss somit nicht, wie dieser Verein bisher gewirtschaftet hat und ob diese Subventionszahlung überhaupt gerechtfertigt ist. Einfach so CHF 100'000.- mehr zu sprechen, ist für die Fraktion SVP/Die Eidgenossen nicht akzeptabel. Es wäre interessant zu wissen, was der Verein selber unternommen hat, um finanziell besser dazustehen. Die Fraktion SVP/Die Eidgenossen stellt fest, dass, wenn solche Vereine schlecht arbeiten, die Stadt einspringen und sie finanzieren muss. So kann es angesichts der finanziellen Lage der Stadt nicht weitergehen! Ferner ist der Fraktion SVP/Die Eidgenossen aufgefallen, dass für die Vereine Obdachlosentreff Vagos, Sleep-In und Passantenheim der Heilsarmee, die sich alle um Obdachlose kümmern, pro Jahr CHF 1 Mio. ausgegeben wird. Das sind pro Tag CHF 2'750.-! Wahrscheinlich hat Biel enorm viele Obdachlose, wenn ein solcher Betrag gerechtfertigt ist. Insofern wäre zu überlegen, ob es vielleicht günstiger wäre, in einem Hotel 30 Zimmer mit Vollpension anzumieten. Die Anzahl angemietete Zimmer würde wohl genügen, um die Bieler Obdachlosen zu beherbergen, insbesondere angesichts des schweizerischen Sozialsystems, gemäss welchem es eigentlich gar keine Obdachlosen geben sollte. Der Gemeinderat begründet die steigenden Sozialausgaben damit, dass der Kanton weniger Subventionen zahle. Das stimmt, war aber absehbar. Der Kanton hat seit längerem finanzielle Probleme. Er erhält über CHF 1 Mrd. von anderen Kantonen. Dass es mit dem Lastenausgleich so nicht weitergehen kann und der Kanton nicht immer mehr zahlen kann, war absehbar. Dass es nun soweit gekommen ist, wurde auch von Biel gefördert. Wurden Sparmassnahmen gefordert, hiess es immer, diese Kosten würden über den Lastenausgleich entschädigt und deren Einsparung käme dadurch der Stadt nicht zugute. Nun erhält Biel vom Kanton die Quittung. Meine persönliche Meinung ist, dass der kantonale Lastenausgleich ein Teufelswerkzeug ist. Es weist in die falsche Richtung. Sparmassnahmen werden nicht belohnt. Es wird nur belohnt, wer immer mehr Kosten verursacht. Es zeichnet sich ab, dass die anderen Kantone nicht mehr bereit sein werden, dem Kanton Bern soviel Geld zu zahlen. Ich gehe davon aus, dass der Kanton noch weniger Geld zahlen wird und dass Biel dadurch deutlich mehr selber zu tragen haben wird. Es gibt noch ein weiteres Problem: Die Stadt müsste eigentlich dringend investieren. Investitionen führen zu höheren Abschreibungen und zu einer zusätzlichen Belastung des Budgets. Damit sie getätigt werden können, wird zudem Eigenkapital benötigt. Dafür sollte die Stadt jetzt

einen Gewinn erwirtschaften. Für das vorliegende Budget gibt es aber nur die Variante, mit einem Defizit von CHF 10 Mio.. Irgendeinmal muss dann ein grosser Einschnitt erfolgen, weil die Stadt sonst Konkurs geht. Es könnte aber auch bereits jetzt versucht werden, die richtige Richtung einzuschlagen und schrittweise eine schwarze Null anzustreben. Die Fraktion SVP/Die Eidgenossen ist klar der Meinung, dass dieser Weg begangen werden muss. Jedes Jahr muss Geld eingespart werden, um ein ausgeglichenes Budget präsentieren zu können. Beim vorliegenden Budget ist das nicht der Fall. Es weist nicht in die richtige Richtung. Die Fraktion SVP/Die Eidgenossen erwartet, dass deutlich gespart wird und insbesondere Ausgaben an externe Organisationen konsequent hinterfragt werden. Deshalb lehnt die Fraktion SVP/Die Eidgenossen das vorliegende Budget ab. Den Antrag der Fraktion Grüne zum Stellenwiederbesetzungsmoratorium wird die Fraktion SVP/Die Eidgenossen ebenfalls ablehnen. Dadurch wird eine Einsparung von CHF 0,5 Mio. erzielt. Klar ist das Stellenmoratorium keine schöne Massnahme, die finanzielle Lage der Stadt erlaubt aber keine zusätzlichen Belastungen des Budgets.

Kaufmann Stefan, Fraktion Forum: Das Budget 2013 kann aus verschiedenen Blickwinkeln betrachtet werden. Ein Defizit von knapp CHF 10 Mio. findet die Fraktion Forum aber aus jedem Blickwinkel heraus unbefriedigend. Das Budget wäre die Leitlinie für die Ausgaben des nächsten Jahres, eine Absichtserklärung des Gemeinderats und der Verwaltung, wie mit den Stadtfinanzen umgegangen werden soll. In den Budgets 2010 bis 2012 sah die Fraktion Forum keinen Sparwillen. Für das Budget 2013 möchte ich das nicht so explizit formulieren. Der Gemeinderat war bemüht, die Kosten im Griff zu halten. Das wird von der Fraktion Forum anerkannt. Ansätze eines Sparwillens sind vorhanden. Ist Morgenröte in Sicht? Die Fraktion Forum findet nicht. Zwar erfolgt keine Erhöhung des Sachaufwands. Aber: der Sachaufwand ist seit der Rechnung 2008 stabil bei CHF 32,5 Mio.. Beim Sachaufwand wird also nichts gespart, es sei denn, keine Erhöhung würde als Sparmassnahme betrachtet. Der Landesindex der Konsumpreise weist in gewissen Sparten sinkende Preise aus. Nicht alles wird teurer. Die Fraktion Forum ortet daher beim Sachaufwand immer noch Handlungsspielraum. Die Lohnkosten sind seit 2009 um 10% gestiegen und dies trotz sehr geringer Teuerung. Den Budgetierungsprozess findet die Fraktion Forum frustrierend. Angesichts dessen, was auf die Stadt zukommt, müsste er anders angegangen werden. Bereits in den Vorjahren sagte die Fraktion Forum dem Gemeinderat, es brauche für den Budgetprozess klare Vorgaben. Deshalb ist es für uns unverständlich, dass die erste Budgetversion ein Defizit von CHF 25 Mio. auswies. Ich bin mir nicht so sicher, wie die Sprecherin der GPK, ob wirklich gespart wird, wenn ein Defizit von CHF 25 Mio. auf CHF 10 Mio. reduziert werden kann. Ich hege sogar gewisse Zweifel. Die Fraktion Forum respektiert, wenn der Kanton plötzlich andere Vorgaben macht. Ein Problem hat sie aber mit der Reorganisation der Verwaltungsstruktur per 2013, die gewisse Einsparungen in Aussicht stellte. Davon ist im Budget 2013 nichts zu sehen, wodurch man sich fragen kann, ob der Prozess richtig durchgeführt wurde. Sorge bereitet der Fraktion Forum seit Längerem, dass bereits gewisse buchhalterische Tricks angewandt wurden, um die Vorgabe des Gemeinderats zu erreichen, nämlich ein Defizit von CHF 10 Mio.. Bekanntlich lügt nichts so sehr, wie Statistiken und die Buchhaltung. Im Vergleich zu anderen Budgets werden im Budget 2013 bereits Buchgewinne von CHF 3 Mio. ausgewiesen. Erschwerend kommt hinzu, dass für die Steuereinnahmen mit der Annahme der Initiative "Faire Steuern für Familien"

gerechnet wurde, die CHF 1,5 Mio. versprach. Also fehlen jetzt bereits CHF 14,5 Mio..

Das Budget anzuschauen, ist eine komplexe Angelegenheit. Die Probleme der Stadt sind aber struktureller Natur. Bis jetzt gab es keinen Willen, diese anzugehen. Der GPK hörte ich zu und ich hege die Hoffnung, dass die strukturellen Probleme jetzt angegangen werden. Es ist aber falsch, diese Entwicklung nur dem Gemeinderat zu übertragen. Eine Mehrheit des Parlaments hat diese Politik in der Vergangenheit mitgetragen. Die ParlamentarierInnen halfen mit, Stellen zu schaffen und wehrten sich gegen Effizienz- und Strukturüberprüfungen. Das Parlament trägt also eine Mitverantwortung. Die Fraktion Forum ist überzeugt, dass die Vorgabe des Gemeinderats über die Finanzstrategie 2013 eine ausgeglichene Rechnung zu präsentieren, bei diesem Budget utopisch ist. Deshalb lehnt eine Mehrheit der Fraktion Forum das Budget ab. Der Gemeinderat hatte den Auftrag, einen ausgeglichenen Voranschlag zu präsentieren! Der Fraktion Forum wurde immer wieder vorgeworfen, sie sei verantwortungslos, wenn sie das Budget zurückweise oder ablehne. Wenn dies aber bereits vor zwei oder drei Jahren geschehen wäre, bräuhete es jetzt keine Hauruck-Übungen wie ein Stellenwiederbesetzungsmoratorien oder das Einfrieren des Sachaufwands. Es wäre für alle Beteiligten der bessere Weg gewesen. Nachhaltigkeit gilt somit nicht nur in Umweltfragen, sondern auch im finanziellen Bereich.

Isler Peter, Fraktion SP: Die Diskussion um das Budget ist eine der wichtigsten Diskussionen in den Fraktionen. Ich bin davon überzeugt, dass in allen Fraktionen sehr ernsthaft und seriös über das vorliegende Budget gesprochen wurde, und dass alle mit einem unguuten Gefühl oder grossen Bedenken in die heutige Stadtratssitzung kamen. Die einen lehnen das Budget ab, die anderen nehmen es an. Ich nehme es vorweg: die Fraktion SP ist diesem Budget gegenüber positiv eingestellt und nimmt es mit all seinen Mängeln an. Auch meine Fraktion geriet aber in der Diskussion in grosse Schwierigkeiten und es fällt mir nach all dem bereits Gesagten schwer, die Position der Fraktion SP zu vertreten. Es geht um Geld, aber auch um mehr als nur Geld. Es geht um die Zukunft unserer Stadt. Herr Kaufmann malte sie gerade sehr schwarz und sagte, so könne es nicht weitergehen. Auch dazu gibt es verschiedene Sichtweisen: Einerseits sind die städtischen Finanzen in einem problematischen Zustand, andererseits erhofft man sich eine Entwicklung dieser Stadt. Entweder wird gesagt, es sei zu viel aufgelegt worden, zu viele Investitionen seien geplant, oder aber diese Investitionen sollen getätigt werden, solange die Stadt noch dazu in der Lage ist. Die Frage, ob ein Defizit von CHF 10 Mio. richtig oder falsch ist, stellt sich nicht. Selbstverständlich ist es nicht gut, wenn die Ziele der Finanzstrategie nicht erfüllt werden können. Es fragt sich aber, ob jetzt der Moment ist, die angedachten Projekte zu stoppen. Darüber diskutierte die Fraktion SP lange. Weitere Sparmassnahmen sind ohne schwerwiegende Eingriffe nicht mehr möglich. Es geht jetzt wirklich um einen Leistungsabbau. Ob dieser jetzt oder erst nächstes Jahr erfolgen soll, ist Ansichtssache und die Meinungen gehen, wie gehört, auseinander. Die Fraktion SP ist der Ansicht, dass die in den letzten 20 guten Jahren gebildeten Reserven jetzt verwendet werden dürfen. Die Aussicht, dass sich das wirtschaftliche Umfeld nicht verbessern wird, ist natürlich sehr beunruhigend.

Ich möchte nicht auf die Details der Fragen eingehen, die in der Fraktion SP diskutiert wurden. Einige wurden bereits von der GPK-Sprecherin erwähnt. Sie zählte alle

wichtigen Punkte auf. Natürlich fragt es sich, ob bereits jetzt über eine Steuererhöhung diskutiert werden sollte. Das wäre eine logische Entgegnung der Linken, wenn die Rechte infolge des zu hohen Defizits das Budget ablehnen will. Bereits heute muss bei der Kultur oder bei den Schulen gespart werden. Die Fraktion SP glaubt nicht, dass bei der Verwaltung noch wesentlich mehr gespart werden kann. Aktuell geht es aber darum, dass bei grundlegenden städtischen Angeboten, die zu einer gesunden Stadt und einer guten Entwicklung beitragen, gespart werden soll. Unserer Ansicht nach darf das nur in einem Notfall möglich sein. Steuererhöhung ist jedoch ein Thema. Die Fraktion SP ist aber der Ansicht, dass heute keine solche vorgeschlagen werden soll. Sie würde auch gar nicht so viel bringen, denn um wieviel könnten die Steuern denn erhöht werden? Wie sieht die Struktur der Bieler Steuerzahlenden aus? Was würde es bedeuten, wenn die Steuern um einen oder zwei Steuerzehntel erhöht würden? Die Fraktion SP findet, dass das Steuersystem an und für sich in Frage gestellt werden sollte. Dies liegt aber nicht in ihrer Kompetenz. Es ist unverständlich, dass die Schweiz immer noch mit einem Steuersystem arbeitet, das die Differenz zwischen Arm und Reich eindeutig vergrössert. Diese Tatsache kann statistisch belegt werden. Natürlich hat das seine Gründe, darin ist man sich einig. Niemand will aber etwas dagegen unternehmen. Die Sachlage ist viel zu ernst, als dass jemand davon hören möchte. Die Fraktion SP kann zwar daran nichts ändern, aber sie kann wenigstens darüber sprechen. Die Differenz zwischen Arm und Reich wird grösser und für die Schweiz und für Europa ist das ein enormes Problem. Auch die Schweiz sollte damit beginnen, etwas dagegen zu unternehmen. Offenbar will das aber niemand. Natürlich hat der Entscheid der Fraktion SP auch mit der Tatsache zu tun, dass sie nach wie vor die stärkste Fraktion ist, wenn auch nicht mehr lange. Sie will nicht, dass das Budget zurückgewiesen wird, weil die Stadt dann ohne Budget in das neue Jahr starten müsste. Einige finden das offenbar nicht so schlimm. Die Fraktion SP möchte aber keine solche Situation schaffen, sondern weiterhin am Runden Tisch nach Lösungen suchen, die dazu geeignet sind, inskünftig Verbesserungen zu erzielen. Die Fraktion SP dankt allen, die an diesem Budget mitgearbeitet haben, für ihre grosse Arbeit und empfiehlt dem Stadtrat, das Budget anzunehmen.

Güntensperger Nathan, Fraktion GLP: Jahrelang wurden in Biel Stellen, die durch den kantonalen Lastenausgleich finanziert werden, diskussionslos geschaffen. Sie würden das Budget ja nicht belasten, wurde jeweils von links-grüner Seite argumentiert. Es handelte sich mehrheitlich um Stellen im Sozialbereich und im sozialen Betreuungsgürtel rund um die Schulen. Bizarrerweise - oder vielleicht eher konsequenterweise - sind dies die grössten Problemfelder der Stadt. Biel hat die höchste Sozialhilfequote der Schweiz. Es besteht die Gefahr einer Gettoisierung der Quartierschulen und es gibt Schwierigkeiten bei der Neubesetzung von Lehrstellen. Die Ausweitung der Personalressourcen im Sozialbereich erbrachte also nicht die gewünschten Verbesserungen. Es bestehen zwei Probleme, die sich auf die Finanzlage der Stadt auswirken: Zum Einen ein Reibungsverlust durch Überregulierung in gewissen Verwaltungsbereichen, zum Anderen ist der Kanton beim Lastenausgleich restriktiver. Es war blauäugig, zu denken, dass sich die konstanten Stellenschaffungen nicht irgendwann einmal indirekt auf die Finanzlage der Stadt durchschlagen würden. Es gibt nichts gratis! Seit die Fraktion GLP im Parlament ist, sprach sie sich gegen Stellenschaffungen aus. Teilweise, weil sie diese als unnötig empfand, teilweise, weil sie in ihren Augen am falschen Ort bewilligt wurden. Links-grüne, aber auch Parteien aus dem rechten Spektrum konnten es sich

nicht verkneifen, diese "Gratisstellen" zu schaffen. Jetzt hat die Stadt die Quittung für diese Politik bekommen, womit ich zum Budget komme.

Die Finanzstrategie legte eine ausgeglichene Rechnung per 2013 fest. Das Budget 2013 sieht nun keine ausgeglichene Rechnung vor, vielmehr ein Defizit von rund CHF 10 Mio.. Der Hinweis darauf, dass in den vergangenen Jahren weniger Eigenkapital benötigt wurde als befürchtet, spielt keine Rolle. Das Ziel wird schlicht und einfach nicht erreicht. Der Gemeinderat muss sich mit seinen divergierenden Aussagen beschäftigen. Er sagt nämlich, die Zitrone sei praktisch ausgepresst und es könne nicht mehr viel eingespart werden. Gleichzeitig will er aber auch ein ausgeglichenes Budget 2014. Nun drängt sich mir die Frage auf, wie der Gemeinderat dies erreichen will, wenn doch die Zitrone praktisch ausgepresst ist...? Die Fraktion GLP findet, der Gemeinderat soll nun konkrete Sparmassnahmen ergreifen. Zwar spricht er gerne von Einsparungen und Sparanstrengungen, in den vergangenen vier Jahren wurde aber gar nichts eingespart, zumindest nicht bei den Budgetposten, welche die Stadt beeinflussen kann. Der Personalaufwand ist um CHF 3,5 Mio. höher als im Durchschnitt der letzten drei Jahre. Der Sachaufwand ist seit sechs Jahren bei rund CHF 32,5 Mio. erstaunlich stabil, wie dies bereits Herr Kaufmann sagte. Einsparungen gegenüber dem Budget 2012 hat es realistischweise keine, weil nur die stillen Reserven eliminiert wurden. Jedes Jahr wurde ein höherer Sachaufwand budgetiert, als im Rechnungsjahr tatsächlich beansprucht. Wie schlimm sich die Untätigkeit des Gemeinderats auswirkt, ist an der Tatsache abzulesen, dass im Budget tatsächlich bereits die Steuereinnahmen aus der Initiative "Faire Steuern für Familien" aufgenommen wurden, ohne den Ausgang der massgeblichen Abstimmung abzuwarten.

Nun komme ich zu den stagnierenden Steuererträgen. Im Vergleich mit dem Durchschnitt der letzten sechs Jahre ergibt sich bei den Steuererträgen lediglich ein minimales Plus von rund CHF 147'000.-. Ebenfalls stagnierend ist die Summe der anderen Ertragskonten, was mich zu meinem Votum anlässlich der letztjährigen Rechnungslegung bringt. Damals sagte ich, durchschnittliche Ausgaben müssten dem durchschnittlichen Ertrag angepasst werden. Im Vergleich mit dem Steuerjahr 2011 müsste das Budget 2012 der Stadt um rund CHF 12 Mio. besser ausfallen. Würden nun die Verbesserungen von CHF 12 Mio. zu den CHF 10 Mio. Defizit und den CHF 1,5 Mio. Steuerausfällen aus der Ablehnung der Initiative "Faire Steuern für Familien" dazugerechnet, wäre ein ausgeglichenes Budget erzielt worden. Das muss das Ziel sein. So wie es jetzt läuft, erstaunt es mich nicht, dass der Gemeinderat bereits versucht, den Boden für eine Steuererhöhung vorzubereiten. Steuererhöhungen werden meistens nicht so einfach durchgebracht. Deshalb plädiert die Fraktion GLP dafür, endlich die Ausgaben den Einnahmen anzupassen und nicht auf das Gegenteil zu hoffen!

Esseiva Monique, présidente du Conseil de ville: Avant de prendre la pause, deux interventions parlementaires urgentes doivent encore être motivées.

143. Motivation de l'urgence de la motion 20120335, Alain Nicati, Groupe Forum, "Adaptation de la planification financière"

Nicati Alain, au nom du Groupe Forum: Cette motion demande à ce que les travaux permettant de revoir certains aspects de la planification financière soient entrepris dès le début de l'année prochaine, d'où le caractère urgent de ma motion.

L'urgence est accordée.

144. Motivation de l'urgence de l'interpellation 20120336, Béatrice Sermet-Nicolet, Groupe socialiste, "Planification des locaux scolaires et organisation des classes"

Sermet-Nicolet Béatrice, au nom du Groupe socialiste: L'année scolaire 2012 s'achève prochainement. En août 2013, une nouvelle année scolaire commencera à Bienne. Vous connaissez toutes et tous les difficultés rencontrées par la Ville de Bienne en matière de locaux scolaires. Par conséquent, cette interpellation soulève un certain nombre de questions sur la situation des locaux scolaires biennois auxquelles le Conseil municipal est prié de répondre avant le début de la nouvelle année, d'où le caractère urgent de cette interpellation.

L'urgence est accordée.

Interruption de la séance: 19h45 - 21h00

Esseiva Monique, présidente du Conseil de ville: Vous trouvez sur vos tables une feuille rose (concerne le message au peuple). Le texte des opposants sera voté lors du traitement du message au peuple.

Vous l'avez entendu tout à l'heure lors des discussions, une partie des membres du Groupe Forum refuse le budget.

142. 20120036 Budget 2013 (suite)

Débat d'entrée en matière (suite)

Freuler Fritz, Grüne: Der Gemeinderat weist auf drei Problembereiche hin: Investitionen, unterdurchschnittliche Steuererträge und Transferzahlungen. Er schreibt, dass ihm die Zunahme der Transferzahlungen grosse Sorgen bereitet und verweist auf die tiefen Einkommen der Bieler Bevölkerung. Weiss er, dass die Wenigverdienenden in Biel 80% der Steuerzahlenden ausmachen? Die ungenügende Revision des kantonalen Lastenausgleichsystems ist sicher problematisch, da sie die Steuerkraft einer Gemeinde nicht berücksichtigt. In den letzten Jahren wurde in Biel eine Steuersenkung durchgesetzt, gleichzeitig haben die gesetzlichen Aufgaben, auf welche die Stadt kaum Einfluss hat, zugenommen. Nun fehlt das Geld in der

Stadtkasse und die gebundenen Ausgaben werden weiter zunehmen. Es ist ein Teufelskreis. Was für Lösungen gibt es? Die heute von der Gegnerschaft des Budgets geäußerten, ideologischen Argumente finde ich zu einfach. Sparen tönt immer gut, es muss aber auch gesagt werden wo. In Bereichen, auf welche die Stadt Einfluss nehmen kann, hat der Gemeinderat seine Aufgabe wahrgenommen. Wenn Herr Scherrer von einer Million spricht, die im Sozialbereich offenbar gespart werden können soll, tönt das für ihn und seine Klientel vielleicht gut. Die Stadt ist aber gesetzlich dazu verpflichtet, diese Aufgabe zu erfüllen, kann sich also nicht einfach von diesem Auftrag verabschieden. Aber selbst wenn dies möglich wäre, würden solche Sparmassnahmen die Stadtkasse nur um CHF 35'000.- entlasten. Das ist somit kaum ein seriöser Antrag...

Sparen - aber bitte wo? Beim Personal hat der Gemeinderat bereits ein Stellenwiederbesetzungsmoratorium beschlossen, gegen das sich das Personal heute zu Recht zur Wehr setzt. Wer beim Personal weitersparen will, muss Leute entlassen. Sparen bei den Investitionen? Vieles hat sich in den letzten Jahren aufgestaut und kann nicht weiter aufgeschoben werden. Oder sollen Schulhäuser und Kinderkrippen verlottern? Wäre das gut für den Standort Biel? Sparen bei den Investitionen bringt oftmals später Mehrausgaben mit sich. Ich kenne das aus dem Immobilienbereich. Gespart werden könnte allenfalls bei den Investitionen für das Sportstadion. Doch es existiert ein Volksauftrag. Wer diesen nicht erfüllen will, soll sich dazu bekennen. Dann müsste darüber diskutiert werden, wie die Bieler Bevölkerung davon überzeugt werden kann. Schliesslich könnte das Budget durch eine Steuererhöhung verbessert werden. Die Finanzplanung der nächsten Jahre zeigt auf, dass die Stadt kaum darum herum kommen wird. Nur sind die meisten Stadtratsmitglieder nicht ehrlich genug, das auch auszusprechen. Alle wollen wiedergewählt werden. Fazit: ich unterstütze dieses Budget nicht deshalb, weil ich der Meinung wäre, die Aufgaben und Dienstleistungen würden heute optimal erbracht. Aus meiner Sicht könnte einiges verbessert werden, ich denke beispielsweise an die Zustände bei der Einwohnerkontrolle oder an die Herausforderungen im Umweltbereich. Ich denke auch an den Sozialdienst, der unter den kantonalen Vorgaben und wegen der hohen Fallbelastung qualitative Abstriche erfährt. Hier müssten im Gegenteil zusätzliche Mittel ins Budget aufgenommen werden. Wer dieses Budget also mit einem Sparauftrag ablehnen will, soll Farbe bekennen und sagen, wo es verbessert werden soll. Schulhäuser verlottern lassen, Sportstadion sanieren statt neu bauen, Personal entlassen, Steuern erhöhen...? Alles andere ist nur Leerlauf. Leerlauf belastet die Stadtkasse und ist nur ein kostspieliges Geplänkel. Ich hoffe deshalb, dass der Stadtrat das vorliegende Budget annimmt.

Stöckli Schwarzen Heidi, SP: Ich bin mit Herrn Kaufmann einverstanden, dass Gemeinderat und Parlament an der angespannten finanziellen Situation Anteil haben. Die Stadt hat ihr Leistungsangebot in den sieben fetten Jahren ausgebaut, wahrscheinlich zu stark im Hinblick auf die mageren Jahre mit stetig steigenden, nicht beeinflussbaren Ausgaben. Weil der Gemeinderat aber daran ist, Strukturen und Prozesse im Rahmen einer nachhaltigen Sanierung des Finanzhaushalts zu überprüfen, werde ich das Budget heute Abend aber nicht ablehnen. Ich will das Budget auch nicht ablehnen, weil weder der Runde Tisch noch einzelne Parteien heute Abend einschneidende, konkrete Sparmassnahmen forderten und auf den Tisch legten. Von der Fraktion Forum hörte ich in den letzten Jahren immer nur, dass sie sich gegen neue Stellenschaffungen aussprach. Konkrete Vorschläge wurden

aber nicht gemacht. Ich will das Budget auch nicht ablehnen, weil ich finde, dass die Übertragung der Überarbeitung des Budgets 2013 an den neugewählten Gemeinderat eine Zumutung wäre. Ich kann mir nicht vorstellen, dass der neugewählte Gemeinderat in nur drei Monaten das geforderte, ausgeglichene Budget hinbrächte. Das wäre weder seriös noch glaubwürdig, denn es ist nicht machbar.

Gurtner Roland, Passerelle: J'aimerais exprimer mon soutien au budget 2013. Ce budget ne correspond certainement pas aux attentes, mais le Conseil municipal nous en explique les raisons. En effet, des efforts ont été faits, à la limite de ce qui semble possible, pour maintenir les prestations et les investissements au niveau actuel. Au regard de la situation conjoncturelle, c'est un budget courageux et risqué, mais compte tenu de nos réserves en capital propre et en financements spéciaux d'un montant total de 170 mio. fr., c'est un budget acceptable. Il ne faut pas toujours se lamenter de ce qui ne va pas bien. Il convient également de souligner la chance de pouvoir se payer un certain nombre de choses et je pense, que c'est tant mieux pour la Ville de Bienne, comparativement à d'autres communes.

S'agissant du moratoire sur le remplacement du personnel démissionnaire, je me rallie à l'argumentation de Madame Magnin. Il s'agit de mettre fin à ce moratoire. Il n'est pas une solution durable et le personnel de la Ville, présent ce soir à la galerie, est là pour signaler qu'il a assez duré. Le personnel ne peut plus supporter la pression, que ce moratoire engendre et je pense, qu'il convient de le remercier et surtout de le soutenir pour les efforts et le travail accompli. Le moratoire n'apporte de toute façon pas de solution à long terme. Il faut rester cohérent: soit il est estimé, que des postes sont nécessaires et ils sont donc immédiatement réoccupés, soit ces postes ne sont pas nécessaires, donc il convient d'avoir le courage d'en supprimer certains. À ce sujet, je m'adresse au Conseil municipal en tant que vice-président de la Commission Structures biennoises 2013 et Esplanade. J'ai en mémoire l'existence d'un projet de réexamen des tâches de l'Administration, avec recherche de potentiel d'optimisation. J'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Maire:

- Où en est ce projet?
- Cette analyse a-t-elle été effectuée?
- Des potentiels d'optimisation ont-ils été décelés dans l'organisation de la nouvelle administration dès 2013?

Rüfenacht Daphné, Grüne: Wie gehört, wird die finanzielle Situation der Stadt immer schwieriger. Damit steht Biel nicht allein da. Ob das tröstet, sei dahingestellt. Der Kanton, aber auch andere Gemeinden, zerbrechen sich für ihre Budgets den Kopf. Der Spielraum der Stadt ist sehr klein. Der Stadtrat muss die Suppe auslöffeln, die ihm die bürgerliche Mehrheit des Grossen Rats mit ihrer Sparpolitik eingebracht hat. Diese Suppe ist nicht nur versalzen, sondern auch noch kalt. Die Ausgangslage auf kantonaler Ebene ist sehr unerfreulich, meiner Meinung nach sogar beängstigend. Der Kanton wird in Zukunft mehrere CHF 100 Mio. sparen müssen. Dabei werden die Gemeinden höchstwahrscheinlich nicht verschont werden. Ich werde mich dafür einsetzen, dass die Städte mit ihren Zentrumslasten nicht zusätzlich belastet werden und ich hoffe sehr, dass alle Bieler Grossratsmitglieder sich ebenfalls für ihre Stadt einsetzen werden.

Nun komme ich zum Antrag der Fraktion Grüne. Ich spreche jetzt dazu, weil ich nicht fünfmal ans Rednerpult treten will, denn der Antrag betrifft jede Direktion. Das

städtische Personal setzt sich jeden Tag dafür ein, dass die vom Stadtrat gewünschten Dienstleistungen bestmöglich erbracht werden. BürgerInnen der Stadt und auch der Stadtrat haben zu Recht den Anspruch, dass diese Dienstleistungen qualitativ hochstehend und termingerecht erbracht werden. Diese Ansprüche erfordern einen unermüdlichen Einsatz des Personals. In Zeiten guter Rechnungsabschlüsse wurde das Personal nicht ausserordentlich belohnt. Die städtischen Angestellten erhielten in den vergangenen zehn erfolgreichen Jahren lediglich die ihnen zustehenden Leistungen, keine zusätzlichen Realloohnerhöhungen. Warum sollen die städtischen Angestellten daher jetzt, in schlechteren Zeiten, die kalte, versalzte Suppe auslöffeln? Das Personal war bereit, das Stellenwiederbesetzungsmoratorium während anderthalb Jahren als befristete Massnahme in Kauf zu nehmen. Es war immer die Rede von einer befristeten Massnahme. Von mir aus gesehen hat eine befristete Massnahme nebst einem Anfang auch ein klar definiertes Ende. Die Fraktion Grüne hat sich immer gegen das Moratorium ausgesprochen. Leidtragende sind nämlich diejenigen Mitarbeitenden, die gegenüber der Stadt loyal sind. Das Stellenwiederbesetzungsmoratorium führt bei den betroffenen Mitarbeitenden zu einer Mehrbelastung. Das wurde heute bereits gesagt und ist im heute verteilten Argumentarium der beiden Personalverbände PVBB und vpod nachzulesen. Darunter leiden nicht nur die Betroffenen selber, sondern auch die Qualität der Arbeit. Die Ansprüche der BürgerInnen, aber auch des Stadtrats, bleiben aber immer gleich. Die Dienstleistungen sollen in gewohnter Qualität erbracht werden. Der Gemeinderat argumentiert, es brauche sowieso drei Monate, um eine Stelle wiederzubesetzen. Wenn das die Norm ist, weshalb wird dann im Budget mit Einsparungen von CHF 518'000.- gerechnet? **Ich erachte die Aufhebung des Stellenwiederbesetzungsmoratoriums als notwendige Massnahme.** Eine Prämie für die Mitarbeitenden würde das Problem nicht bei der Wurzel packen. Deshalb bitte ich den Stadtrat, den Anträgen der Fraktion Grüne zu folgen.

Némitz Cédric, PSR: J'aimerais me prononcer sur la suppression du moratoire sur le remplacement du personnel démissionnaire proposé par le Groupe des Verts. En tant que président du Groupe socialiste, je me trouve dans une situation étrange entre une droite, qui veut refuser le budget 2013 et une partie de la gauche, qui veut alourdir le déficit. Une fois de plus, le Groupe socialiste se trouve dans la situation de devoir maintenir la barre où il est estimé qu'elle est le plus raisonnable, soit entre une gestion rigoureuse des finances et la responsabilité portée à l'égard du service public et l'avenir des projets de la Ville de Bienne. Il convient, dès lors, de souligner l'importance de l'Administration, la qualité de son travail, l'engagement et les responsabilités endossées chaque jour par les employé(e)s de notre Ville. Le Groupe socialiste a toujours eu le souci de maintenir les conditions de travail du personnel municipal, qui doivent être élevées et optimales. La Ville doit rester un employeur compétitif et attractif. Il en va de la qualité des services publics de notre Ville.

Je ne reviens pas sur la situation financière de la Ville. Ce soir, il s'agit de faire des sacrifices importants, par exemple dans le domaine scolaire, qui sont également demandés au personnel municipal et qui devront être décidés dans le domaine des travaux publics. Cette situation n'est pas anodine et la Ville se trouve dans le devoir d'assumer ces sacrifices et ces décisions difficiles. Le personnel et donc le service public payent un lourd tribut. Il est important de le rappeler. Le Groupe socialiste a de la compréhension par rapport aux exigences du personnel municipal. Il convient,

cependant, de rappeler qu'en matière de gestion du personnel, la Ville offre des conditions de travail très attractives, comparées à d'autres administrations et à d'autres villes. La Ville de Bienne a accordé, alors que d'autres ne l'ont pas fait, le renchérissement sur les salaires. Au vu des difficultés auxquelles sont confrontées ses employé(e)s, la Ville a accepté de réduire le moratoire sur le remplacement du personnel démissionnaire de six à trois mois. Le souci de trouver une solution est donc bel et bien présent ainsi que l'intention du Conseil municipal, de bannir progressivement ce moratoire. Il ne s'agit, effectivement, pas d'une solution viable à long terme. Il convient, dès lors, de trouver des pistes d'économies pérennes et efficaces et abandonner cette solution boiteuse de moratoire, qui j'espère disparaîtra dès le prochain budget 2014. Un doute subsiste par rapport à la date d'abrogation du moratoire sur le remplacement du personnel démissionnaire. Faut-il arrêter une date dès maintenant ou dans une année, après réexamen de la question, suite à la réduction de ce moratoire sur le remplacement du personnel démissionnaire?

Blättler Isabelle, Grüne: Wie gehört, sieht das Budget 2013 einen Verlust von CHF 10 Mio. vor. Wegen des Abstimmungsergebnisses zur Initiative "Faire Steuern für Familien" wird es gar ein Verlust von rund CHF 12 Mio. sein. Trotzdem wird keine Steuererhöhung vorgeschlagen, nicht einmal eine zeitlich befristete. Ich stellte mir die Frage, ob das präsentierte Budget tatsächlich realistisch sei. Auf der Website des Staatssekretariats für Wirtschaft steht: *"Auch in der Schweiz ist die internationale Konjunkturabkühlung angekommen. Angesichts des gedämpften weltwirtschaftlichen Umfelds erwartet die Expertengruppe des Bundes für die kommenden Quartale eine Fortsetzung der verhaltenen Konjunktur mit leicht zunehmender Arbeitslosigkeit."* Die Arbeitslosigkeit wird sicher auch noch 2013 zunehmen. Arbeitslosigkeit bedeutet keinen Lohn und somit auch weniger Steuereinnahmen. Trotzdem sind im Budget Mehreinnahmen bei den Steuern sowohl für natürliche als auch für juristische Personen im Umfang von rund CHF 5 Mio. vorgesehen. Wie sieht die momentane Situation bei den juristischen Personen und im Speziellen in der Uhrenindustrie aus? Auch wenn das gesamte nominale Wachstum beim Uhrenexport im vergangenen Jahr um satte 13,6% zugenommen hat, gab es im September erstmals einen nominalen Rückgang von 2,7%. Trotzdem werden bei den Steuern Mehreinnahmen in Millionenhöhe budgetiert. Von mir aus gesehen werden die Ausfälle in diesem Bereich unterschätzt. Daher ist das vorliegende Budget, über welches auch das Volk wird befinden müssen, für mich nicht realistisch.

Pichard Alain, GLP: In den Ferien machte ich bei einem Lehreraustausch mit der Gemeinde Lembeck im Ruhrgebiet mit. Diese Gemeinde ist pleite und ich weiss nun, was das heisst. Dort gibt es nicht nur ein Stellenwiederbesetzungsmoratorium, sondern es wird entlassen. Das Schwimmbad musste geschlossen werden. Die Schulhäuser sind total undicht und stehen in keinem Vergleich zu Biel. Zudem wurde eine rückwirkende Steuererhöhung eingeführt, ohne dass die Bevölkerung darüber abstimmen konnte. Deshalb ist das Personal der Stadt Biel meiner Ansicht nach gut beraten, sich jetzt vorzusehen. Biel sollte nicht in die gleiche Situation kommen wie Lembeck. Ein Stellenwiederbesetzungsmoratorium ist grundsätzlich auch für mich eine unmögliche Situation, aber es bringt etwas, auch dem Personal. Diese Massnahme ermöglicht einigermassen anständige Arbeitsbedingungen. Was mit den Lehrkräften des Kantons Bern passierte, ist viel schlimmer als das, was dem Bieler Verwaltungspersonal momentan geschieht. Mit weniger Mitteln mehr machen zu müssen, erleben auch die Bau- oder die Forstarbeiter und viele mehr. So ist die

Entwicklung. Wenn das Stellenwiederbesetzungsmoratorium nicht aufrecht erhalten bleibt, wird die Stadt irgendeinmal pleite sein. Dann würden weit rigorosere Massnahmen nötig, so wie in Lembeck. Deshalb muss ich den Antrag der Fraktion Grüne leider ablehnen, alles andere wäre unverantwortlich.

In der Debatte zum Budget 2011 schlugen die Bürgerlichen eine lineare Kürzung des Sachaufwands um 10% vor. Die Ratslinke lehnte diesen Antrag ab. Der damalige Stadtpräsident, Hans Stöckli, machte dann als Kompromissvorschlag eine Kürzung von 5% beliebt. Auch dieser wurde von der Ratslinken abgelehnt. In der gleichen Stadtratssitzung bewilligte der Stadtrat aber die Schaffung einer 80%-Stelle "Fachstelle Kindergarten". Ich finde keine einzige Lehrkraft, die diese Stellenschaffung gut findet. Sie ist absolut unnötig. Die Fraktion GLP setzte sich damals dafür ein, die Stelle nicht zu schaffen. Die Ratslinke aber winkte sie durch. Die Fraktion GLP lehnte das Budget 2011 aus diesem Grund auch ab. Dennoch bin ich nicht einer, der jetzt ein ausgeglichenes Budget verlangt. Hingegen sagte der Gemeinderat immer, die Verwaltung werde restrukturiert. Ich habe keine Hinweise darauf, wo diese Restrukturierung stattfinden soll. Wie ich höre, sollen zwei Profis angestellt worden sein, die Sparmöglichkeiten eruieren sollen. Einige Sparmöglichkeiten sind mir selber bereits aufgefallen: Ist es beispielsweise sinnvoll, für sechs Sozialarbeitende eine 40%-Leitungsstelle vorzusehen? Braucht es tatsächlich eine Fachstelle Kindergarten und dazu noch eine Fachstelle Oberstufe? Eine grosse Mehrheit der Lehrkräfte findet solche Fachstellen unnötig! Sie könnten abgeschafft und das eingesparte Geld für die Schulen ausgegeben werden. Braucht das Multimondo in Biel eine Rassismusberatungsstelle mit 30 Stellenprozenten? Letztes Jahr erfolgten ganze 23 Beratungen, und die behandelte unter anderem eine Klage aufgrund von Schnitzelbänken. Diese Stelle wird zwar auch vom Kanton bezahlt - braucht es sie aber wirklich...?

Die Ratslinke antwortet auf solche Fragen immer mit der Moralkeule. Die Gassenküche ist so ein Beispiel. Es ist klar, dass es diese geben muss. Man darf sich aber fragen, ob es sinnvoll ist, dass diese seit 20 Jahren CHF 5.- für ein Mittagessen verlangt und ob dieser Betrag nie erhöht wird? Viele Angestellte haben das mittlerweile gemerkt und essen nun für CHF 5.- in der Gassenküche... Kann nicht verlangt werden, dass eine Mahlzeit CHF 7.50 kostet? Das sind lauter kleine Dinge - aber die Zitrone soll ja ausgepresst sein. Kann sich die Stadt tatsächlich eine Sanierung eines Schulhauses für CHF 34 Mio. leisten, wo doch die Sanierung eines ähnlichen Schulhauses in La Neuveville "nur" CHF 9 Mio. kostete? Oder: warum kostet eine Bushaltestelle fast CHF 250'000.-? Was nützt der Stadt eine EDV-Abteilung, welche die Schulen vor vier Jahren anwies, keine eigene Homepage zu machen, sie übernehme dies? Nach vier Jahren sind noch immer 80% der Bieler Schulen ohne Homepage! Das ist ein Witz, besonders in der "Stadt der Kommunikation"! Sollte die Stadt ihre Mittel nicht besser für eine gute Betreuung der Mittagstische verwenden statt überall Büros für Jugendarbeit zu betreiben, die ältere Jugendliche beschäftigen sollen? Ich denke, das Geld wäre bei den Mittagstischen besser angelegt. Soll die Stadt weiterhin einen Selbstverteidigungskurs für Frauen subventionieren? Eigentlich haben doch alle nur ein subjektives Sicherheitsgefühl... Oder soll der Verein "Effe" weiterhin subventioniert werden? In diesem Verein treffen sich regelmässig Frauen mit Migrationshintergrund, um Kaffee zu trinken und über ihre Probleme zu sprechen. Braucht es schlussendlich eine Fachstelle für Arbeitsintegration? Dort sind 12 Sozialarbeitende angestellt, die Arbeitslose lediglich

in Beschäftigungsprogramme einweisen und CHF 3,5 Mio. pro Jahr kosten. Braucht es diese Fachstelle wirklich? Brauchen die Mitglieder der Schulkommission noch Sitzungsgeld, auch wenn sie keine Kompetenzen, sondern nur noch eine beratende Funktion haben...?

Esseiva Monique, présidente du Conseil de ville: Monsieur Pichard, je vous prie de conclure.

Pichard Alain, GLP: ...Zum Schluss möchte ich dem Stadtrat eine Empfehlung des Direktors des Bundesamts für Migration, Mario Gattiker, weiterleiten. Nach einer Arena-Sendung sagte er zu mir, ich solle die Bieler Behörden einmal fragen, ob sie merken würden, wenn die Fachstelle Integration nicht existierte. Braucht Biel wirklich eine Kulturpolitik, die allein auf ein Angebot für das mittlere Bürgertum fixiert ist, die Migrationsbevölkerung aber völlig ausser acht lässt? Ich gebe zu, dass meine Vorschläge zum Teil nur kleine Einsparungen zur Folge hätten und ich weiss, dass ich diese Vorschläge heute nur so hingeworfen habe. In den nächsten vier Jahren werde ich aber versuchen, mich seriös darum zu kümmern. Ich erwarte aber auch eine Handreichung der Ratslinken.

Bösch Andreas, Grüne: Trotz des budgetierten Defizits von CHF 10 Mio. kann ich mich voll und ganz hinter den Gemeinderat stellen, der im ersten Abschnitt seines Berichts schreibt, dass dieses Defizit unbefriedigend sei. Auch für mich ist es enttäuschend, was ich auch im Rahmen der GPK-Sitzung sagte. Ich ging sogar soweit zu sagen, der Gemeinderat sei vom Pfad der Finanzstrategie abgewichen. Das stimmt so nicht ganz, denn er verspricht gleichzeitig, dass die Rechnung 2013 wieder ausgeglichen sei. Bei einem solchen Budget für 2013 ist es wohl nicht sehr prophetisch zu behaupten, dass dieses Ziel nicht erreicht werden wird. Die Bürgerlichen möchten das vorliegende Budget ablehnen. Für mich stellt sich die Frage, ob sie diesfalls auch am Runden Tisch Finanzstrategie nicht mehr teilnehmen wollen. Zur Erinnerung: am Runden Tisch treffen mehrmals Vertretungen der Finanzdirektion, der Fraktionspräsidien und der GPK. Es war seit längerem klar, dass das Budget 2013 in die nun vorliegende Richtung geht. Zwar konnte ich nicht an allen Sitzungen des Runden Tisches teilnehmen. Mir scheint aber, dass von bürgerlicher Seite her keine grosse Opposition vorlag oder konkrete einschneidende Sparmassnahmen gefordert wurden. Heute Abend ist dies aber anders. Wenn ich das Argumentarium der Gegnerschaft des Budgets anschau, das heute Abend auf den Tischen aufliegt, habe ich das Gefühl, die heisse Kartoffel solle an den Gemeinderat zurückgegeben werden. Die Bürgerlichen stellen sich aus ihrer Verantwortung und machen geltend, sie hätten alles schon lange gewusst und hätten als einzige eine Überprüfung der Strukturen gefordert. Diese Haltung finde ich enttäuschend und nicht sehr konstruktiv. Heute Abend habe ich nur gehört, es solle beim Personal und beim Sachaufwand gespart werden, mehr nicht. Das sind immer die gleichen Vorschläge, die bereits in den vergangenen Jahren geäussert wurden. Es mag sein, dass in diesen Bereichen vielleicht noch mehr gespart werden könnte. Ich finde aber, mit dem Runden Tisch hat der Stadtrat ein Instrument erhalten, das eine offene Kommunikation ermöglicht. Der Gemeinderat kam offen auf den Stadtrat zu, gab vertrauliche Dokumente heraus, über welche sich die Mitglieder des Runden Tisches informieren konnten. Am Runden Tisch hätte wirklich etwas erreicht werden können. Macht es aber jetzt Sinn, das Budget 2013 abzulehnen und den Schwarzen Peter zurückzugeben? Für mich ist das nicht der richtige Weg. Wenn die Stadt zu einer

ausgeglichenen Rechnung kommen soll, müssen Stadt- und Gemeinderat gemeinsam nach Lösungen suchen. Der richtige Weg dazu ist für mich, miteinander zu sprechen. Dazu ist der Runde Tisch ein gutes Instrument und es kann vorausschauend genutzt werden. So müssten nächstes Jahr weitere Einsparungen erreicht werden. Ich finde es falsch, heute zu sagen: "Lehnen wir das Budget ab und schicken wir unsere PolitikerInnen zurück an die Arbeit", wie es im Text der Gegnerschaft steht. Sind die bürgerlichen Stadtratsmitglieder nicht auch unsere PolitikerInnen?

Grünenwald Samuel, UDF: Le budget 2013 est un sujet sérieux qui nécessite discussion. Lorsque je l'ai analysé, j'ai relevé qu'il était réaliste. Il y a d'autres aspects, qui ne correspondent pas à la réalité, comme Madame Blättler l'a mentionné et pour une raison que je peux comprendre. Ainsi, qu'est-ce qui prouve que les entrées fiscales seront à cette hauteur? Chaque année, c'est la même question qui revient. La situation économique actuelle peut effectivement générer des doutes par rapport aux entrées fiscales, tant au niveau des personnes morales que des personnes physiques. Enfin, à mon avis, il est réaliste de croire, par rapport à la connaissance de la société actuelle, que cinq facteurs ont des effets négatifs pour l'évolution des finances. Cette évolution peut être interprétée de différentes manières. Il est notamment question d'améliorer les entrées fiscales de la Ville, au moyen d'une augmentation des impôts. À mon avis, il ne convient pas simplement de réfléchir en matière de dépenses et de charges. Bien qu'il faille économiser, il convient, comme le disait le prédécesseur de Monsieur Fehr, d'économiser en réalisant des investissements. Ce budget présente des investissements et par conséquent également des économies. Si la Ville n'investit pas, elle n'aura pas le moteur nécessaire à relancer l'économie, ainsi il convient de réfléchir avant d'agir. Il faut réagir avant que les recettes diminuent et que les charges augmentent.

Concernant le moratoire sur le remplacement du personnel démissionnaire et la proposition d'amendement du Groupe des Verts visant à la suppression de ce moratoire, je partage beaucoup d'avis émis sur la question. Chaque avis à sa part de vérité. Il convient, cependant, de garder les pieds sur terre et de réfléchir concrètement à la question. L'économie internationale se trouve dans une situation difficile et la Suisse n'y échappe pas. Le budget 2013 est donc réaliste et conforme à la situation. Il présente 9 mio. fr. de pertes, mais la Ville compte encore sur un capital propre et des financements spéciaux, dont elle peut encore faire usage. Si l'économie redémarre, il se peut qu'il reste encore des fonds à disposition. En ce qui concerne le moratoire sur le remplacement du personnel démissionnaire, je vous demande de soutenir la Ville dans ses efforts et de ne pas soutenir la proposition d'amendement du Groupe des Verts. En effet, il est impossible d'avoir l'argent du pain et le pain.

Donzé Pablo, Les Verts: C'est la première fois que j'entends un politicien bourgeois prétendre, qu'augmenter les impôts reviendrait à envoyer quelqu'un au septième ciel... Je m'adresse aux Conseillères et Conseillers de ville, qui exigent le renvoi du budget 2013. Il ne s'agit pas, ici, de la gestion d'une entreprise. Les revenus baissent et les charges sont maintenues. Le calcul du dégraissage est vite fait pour les entreprises, mais c'est un calcul trop simple, qui ne tient pas en compte le fait que le service public est un service global, dû à la population. En temps de crise, la demande ne diminue pas. Réduire la qualité du service public en temps de crise, c'est de la cosmétique. Réduire l'entretien des bâtiments est un boomerang. Un repas

à 15 fr. à la Cuisine populaire revient au même, que d'envoyer tous les ouvriers au restaurant. Les petites institutions culturelles et les petits théâtres dans les écoles seraient destinés à la bourgeoisie. La proposition d'amendement des bourgeois, c'est de la politique de bonne conscience. Le personnel est soutenu, car il est indispensable à un service public de qualité. Dans ce sens, j'ai également des doutes par rapport à l'argumentaire socialiste, qui prétend que la Ville offre des conditions intéressantes pour le personnel et que justement, il ne convient pas de s'aligner sur une moyenne plus basse, pour légitimer un moratoire sur le remplacement du personnel démissionnaire, qui déplaît à tout le monde. C'est un pari dangereux sur une pente glissante!

Kaufmann Stefan, FDP: Nun wurde bereits einige Male der Runde Tisch angesprochen. Ich bin ein absoluter Befürworter des Runden Tisches und nahm zweimal daran teil. Das erste Mal wurde er noch von Herrn Stöckli präsiert. Eingangs wurde damals festgelegt, dass am Runden Tisch Probleme aufgezeigt werden und über alles diskutiert werden können soll. Das ist für mich auch der Sinn eines Runden Tisches. Schon bald zeigte es sich aber, dass beispielsweise über das Personal oder über einen Abbau des Service Public nicht gesprochen werden konnte. Da frage ich mich, worüber denn an einem Runden Tisch überhaupt diskutiert wird? Der letzte Runde Tisch, an dem ich teilnahm, war eher eine Informationsveranstaltung. Es wurde ein Blatt verteilt, auf welchem die aktuelle finanzielle Situation erläutert wurde. Für mich aber wäre ein Runder Tisch eine tabulose Diskussion unter den Parteien. Von Personalentlassungen bis Steuererhöhungen müsste das ganze Diskussionsspektrum offen sein. Danach müsste erwogen werden können, welche Massnahmen sinnvoll und vertretbar sind. An diesen Vorschlägen können die Fraktionen aus meiner Sicht mitarbeiten. Die Vorschläge müssen aber von der Verwaltung kommen. Es ist nicht an den Fraktionen zu sagen, wo die Verwaltung sparen soll. Das ist ein grosser Irrtum. Der Stadtrat muss nicht sagen, wo die Verwaltung sparen soll, sondern den Kostenrahmen vorgeben. Die Verwaltung weiss viel besser, wo sie sparen kann und wo sie noch Geld hereinholen kann. Herr Pichard hat absolut recht: Die internen Abläufe und die Aufgaben des Personals müssen überprüft werden. Dort geht Geld verloren. Ich spüre aber eine permanente Weigerung, diese Überprüfung vorzunehmen. Der Service Public ist nirgends definiert. Aber auch ich bin ein Bürger und ich habe das Gefühl, ich werde überverwaltet. Ich selber brauche nicht alle Angebote. Ich bin mir auch sicher, dass mit weniger Service Public alle noch sehr gut leben könnten. Wenn der Stadtrat Massnahmen fordert, die eine Reorganisation der Abläufe in den Direktionen nach sich ziehen, dauert es bis zum Vollzug dieser Massnahmen mindestens drei Jahre. Es bedeutet, dass das Eigenkapital aufgebraucht sein wird, bevor die vom Stadtrat eingebrachten Sparvorschläge wirken. Deshalb sind die Bürgerlichen der Meinung, jetzt müsse die Notbremse gezogen werden, sonst fährt sich die Stadt an die Wand. In der Finanzstrategie wurde festgehalten, dass die Rechnung 2013 mit CHF 10 Mio. Minderausgaben und CHF 10 Mio. Mehreinnahmen abschliessen soll. Rund 70% der Mehreinnahmen wurden bereits erzielt, aber keine Minderausgaben getätigt. Das macht mir Angst und dort sehe ich den fehlenden Willen. Am Runden Tisch arbeite ich aber jederzeit gerne weiter.

Löffel Christian, EVP: Ich bin einer derjenigen, die das Budget ablehnen werden, und zwar zum dritten Mal in Folge. Damit möchte ich ein klares Zeichen setzen, dass ich nicht einverstanden bin. So kann es nicht weitergehen! Der Gemeinderat hat eine

Finanzstrategie definiert, die er selber nicht einhält. Damit kann die Strategie auch gleich direkt entsorgt werden... Herr Freuler forderte die Bürgerlichen auf zu sagen, wo gespart werden soll. Vor zwei Jahren gehörte er dem Stadtrat noch nicht an. Wie Herr Pichard bereits erwähnte, forderten die Bürgerlichen damals eine Einsparung von 10% auf dem Sachaufwand. Sie wurden daraufhin in diesem Saal fast gesteinigt! Damals sagten die Bürgerlichen, was sie sparen wollen, was zu einer riesigen Diskussion führte. Herr Stöckli versuchte über einen Kompromiss zu vermitteln. Dieser wurden dann aber ebenfalls abgelehnt. Damals brachten die Bürgerlichen einen konkreten Vorschlag ein.

Ich bin der Meinung, die anwesenden Gemeinderatsmitglieder und Finanzfachleute seien Spezialisten und wüssten, wo wieviel gespart werden kann. Es ist deshalb nicht an mir als Nicht-Finanzfachmann zu sagen, wo genau gespart werden soll. Gewisse Bereiche wurden global genannt und könnten untersucht werden. Diese Aufgabe muss aber vom Gemeinderat und von der Verwaltung übernommen werden. Sie allein wissen genau, wo optimiert werden kann und welche Folgen sich daraus ergeben. Ich spreche nun bewusst von Optimieren. Ich möchte nicht nur von Sparen sprechen. Struktur und Abläufe und müssen optimiert werden. Es kann nicht nur darum gehen, einen Franken nicht auszugeben, sondern auch darum, etwas ökonomischer zu erledigen, so dass für die Zielerreichung schlussendlich nicht mehr gearbeitet werden muss. Ich denke, in diesem Bereich wurde mit der Strukturreform 2013 eine grosse Chance verpasst. Die Abläufe wurden zu wenig angeschaut. Als einer der einzigen in diesem Saal fragte ich damals, wieviele Stellen die Umsetzung der Strukturreform 2013 kosten würde. Wenn der Umstand, dass eine Strukturreform auch Arbeitsplätze kosten kann, nicht akzeptiert wird, stimmen die Voraussetzungen nicht, die Offenheit für Optimierungen fehlt. Ich lehne das Budget ab, weil ich Verantwortung übernehmen möchte. Es kann nicht sein, dass für Budgetdefizite Eigenkapital abgebaut wird. Irgendeinmal wird die Stadt noch weniger Spielraum haben, als sie heute schon hat. Gleichzeitig sollen grosse Investitionen getätigt werden. Die Stadt braucht hierfür Eigenkapital und muss auch solches generieren. Gleichzeitig muss sie mit diesem Geld sehr sorgfältig umgehen. Interessant fand ich das Votum von Frau Blättler. Was mir am Ende ihres Statements fehlte, war eine Schlussfolgerung: Eigentlich hätte sie sagen müssen, dass sie das Budget ablehnt...

Hügli Daniel, SP: Zusammen mit den Gewerkschaften unterstütze ich den Antrag der Fraktion Grüne, das Stellenwiederbesetzungsmoratorium aufzuheben. Durch das Stellenwiederbesetzungsmoratorium steigt der Arbeitsdruck. In den letzten Jahren hat das Personal bereits viele Opfer gebracht, was mit Zahlen auch belegt werden kann. Es müssen nicht 100 Fragen gestellt werden, denn die Antworten sind den Zahlen zu entnehmen. Im vorliegenden Jahresbericht steht, dass die Personalkosten zwischen 2002 und 2011 deutlich gesenkt werden konnten. Auch die Lohnkosten sanken in dieser Zeit und dies noch ohne Berücksichtigung der Teuerung. Nun ist aber der Zeitpunkt gekommen, an dem nicht weiter beim Personal gespart werden kann. Die Gewerkschaften wollen einen Service Public, der jenen etwas bringt, die ihn am Nötigsten haben. Dies funktioniert nur dann, wenn Personal zur Verfügung steht, das diesen Service Public sicherstellen kann. Schlussendlich geht es nicht nur um Zahlen, sondern um die Menschen, die dahinter stecken. Deshalb empfehle ich besonders der Ratslinken und meiner eigenen Fraktion, diesem Antrag zuzustimmen. Gerade aufgrund der Wahlergebnisse vom letzten September muss sich die SP wieder klar an der Seite der Menschen positionieren, die ihre Unterstützung nötig haben.

Fehr Erich, Finanzdirektor: Ich möchte allen RednerInnen und insbesondere der Sprecherin der GPK danken. Sie haben sich mit der Materie fundiert auseinandergesetzt und die Situation analysiert. Selbstverständlich können auch plakative Aussagen gemacht und deklaratorische Forderungen gestellt werden. Ich versuche nun zu erklären, wo es effektiv noch Spielraum gibt. Es wurde mehrfach gesagt, das Budgetergebnis sei enttäuschend, da die Finanzstrategie ursprünglich eine ausgeglichene Rechnung für 2013 vorsah. Entsprechend müsste auch das Budget 2013 ausgeglichen sein. Auf den ersten Blick habe ich Verständnis für diese Überlegung. Gerade die Mitglieder des Runden Tisches, die auch über Hintergrundinformationen verfügen, möchte ich aber bitten, die Situation etwas genauer anzuschauen. Vor einem Jahr startete die Verwaltung mit einem Finanzplandefizit von CHF 25 Mio. für 2013. Dieses Defizit konnte auf CHF 18 Mio. reduziert werden. Dann kamen die neuen Informationen des Kantons, aus welchen erstmals die Auswirkungen des neuen FILAG hervorgingen. Dadurch stieg das Defizit für das Budget 2013 erneut auf CHF 25 Mio. an, konnte aber erneut auf CHF 10 Mio. reduziert werden, ohne dass die in den letzten Jahren immer getätigte Entnahme aus der Spezialfinanzierung Buchgewinne vorgesehen wurde. Der in den Spezialfinanzierungen ersichtliche Betrag von CHF 3 Mio. ist rein buchungstechnisch. Dem Bestand der Spezialfinanzierungen (CHF 52 Mio.) soll nichts entnommen werden. Vielmehr sollen 2013 neue Buchgewinne in der Höhe von CHF 3 Mio. generiert werden. Dieser Ausfall konnte also trotz massiver Zunahme der Beiträge aus FILAG auch noch eliminiert werden. Meines Erachtens hat der Gemeinderat das Budget tatsächlich ernsthaft und seriös erarbeitet.

Dass kein ausgeglichenes Budget erreicht werden konnte, ist auch für den Gemeinderat enttäuschend. Es gibt aber Rahmenbedingungen, die akzeptiert werden müssen. Zur Wirkung des FILAG lagen dem Gemeinderat Prognosen auf Basis des Referenzjahres 2009 vor. Seit damals haben aber die kostentreibenden Massnahmen von Seiten des Kantons massiv zugenommen. Diese waren dem Gemeinderat vorher nicht vollumfänglich bekannt, denn darin enthalten sind alle vom Kanton umgelagerten Gesamtkosten. Hinzu kommt das an sich erfreuliche Bevölkerungswachstum der Stadt Biel. Angesichts der mit dieser Bevölkerungszunahme verbundenen und leider unterdurchschnittlichen Steuerkraft sowie daraus hervorgehenden steuerlichen Entlastung, führt diese für die Stadt Biel nicht zu Mehrerträgen. Mehr EinwohnerInnen bringen auch wachsende Bedürfnisse und diesen kann somit nicht vollumfänglich entsprochen werden. Vor diesem Hintergrund bin ich fest davon überzeugt, dass der Gemeinderat im Budget 2013 ganz massive Verbesserungen erzielen konnte.

Ich möchte darauf hinweisen, dass verschiedene Massnahmen ergriffen wurden, die teilweise auch vom Stadtrat gefordert wurden. So wurde für 2013 keine einzige neue Stelle bewilligt. Das entspricht einer alten Forderung der Rechten. Zudem überprüfte der Gemeinderat, welche im Stellenplan enthaltenen, aber seit längerem nicht besetzten Stellen gestrichen werden können. Auch das dreimonatige Stellenwiederbesetzungsmoratorium wurde - *contre cœur* - weitergeführt. Selbstverständlich hat der Gemeinderat für die Bedürfnisse und Forderungen des Personals ein gewisses Verständnis. Im leider schlechten Gesamtkontext ist ein dreimonatiges Stellenwiederbesetzungsmoratorium aber zumutbar, zumal ein solches mehr oder weniger die sich durch Fluktuationen ohnehin ergebenden Vakanzen abbildet. "Künstlich kriert" waren die zweiten drei Monate des bisher geltenden

sechsmonatigen Stellenmoratoriums. Trotzdem konnte eine Budgetverbesserung erzielt werden!

Im Weiteren bewilligte der Gemeinderat keine einzige neue Subvention und auch keine einzige Subventionserhöhung. Auch das ist wichtig. Wenn ich die parlamentarischen Vorstösse der letzten Jahre anschau, kann ich mir vorstellen, dass gewisse Stadtratsmitglieder mehr erwartet hätten. Aus ihrem politischen Gestaltungswillen heraus hätten sie die Prioritäten sicher anders gesetzt. Der Gemeinderat hat aber aus finanzpolitischen Überlegungen darauf verzichtet. So wurde auch der Sachaufwand plafoniert. Gleichzeitig werden immer wie mehr Forderungen gestellt. Herr Pichard warf der Verwaltung vor, sie habe es unterlassen, die Homepages der Schulen zu gestalten, stellte die Verwaltung als unfähig hin. Herr Pichard: Die Schul-Homepages sind in meinen Augen "nice to have". Sie sind nicht zwingend notwendig. (*Zwischenruf von Herrn Pichard: "Die Schulen hätten sie ja selber gemacht!"*) Diesfalls sollen die Schulen dies doch machen! Nun wird der Gemeinderat genau dafür kritisiert. Herr Pichard, der Sachaufwand bei der Abteilung Informatik wurde bekanntlich gekürzt. Der Leiter Informatik war alles andere als hell begeistert davon. Trotzdem hielt der Gemeinderat an seiner Entscheidung fest, weil es nur teilweise um eine Dienstleistung am Bürger geht. Einsparungen bedingen solche Verzichte, trotzdem wird nun genau dies wieder gerügt. Damit möchte ich dem Stadtrat nur zeigen, in welchem Spannungsfeld sich der Gemeinderat bei punktuellen Eingriffen in den Sachaufwand bewegt.

Wenn der Stadtrat mit dem Budgetergebnis nicht zufrieden ist und die vorliegend massive Verbesserung als ungenügend erachtet oder diese nicht zur Kenntnis nehmen will, bin ich der Meinung, dass das Budget nicht einfach am Ende der Sitzung abgelehnt werden kann. Vielmehr erwarte ich, dass der Stadtrat konkret sagt, wo gespart werden soll. Ich stelle in Abrede - was heute Abend erwähnt wurde - dass der Stadtrat einfach einen finanziellen Rahmen setzen kann. Der Gemeinderat kann durch Optimieren den Bären nicht waschen, ohne sein Fell nass zu machen! Dieser Punkt wurde bereits klar überschritten. Einsparungen sind nur noch über massive Eingriffe möglich. Hierfür sind politische Entscheide zu fällen und die Verantwortung für diese Entscheide liegt in letzter Konsequenz beim Stadtrat. Der Gemeinderat ist mit Blick auf die gesamtwirtschaftliche Entwicklung und die durch den Stadtrat immer wieder artikulierten Bedürfnisse der Bevölkerung überzeugt, dass der Moment noch nicht gekommen ist, einen Schritt weiter zu gehen. Wenn der Stadtrat dies anders einschätzt, soll er das sagen. Der Spielraum, um da noch etwas zu "hobeln" und dort noch etwas zu justieren, ist nicht mehr vorhanden! Nötig sind jetzt politische Entscheide! Sollte das Budget nun einfach mit der Forderung nach einer schwarzen Null abgelehnt werden, können kurzfristig nur zwei Massnahmen ergriffen werden: 1. die Steuern müssen um einen Zehntel erhöht werden und 2. Subventionen müssen gestrichen werden. Davon wären über alle Direktionen hinweg beispielsweise das Schachfestival, die Schwanenkolonie, der Tierpark oder auch die kleinen und mittleren Kulturinstitutionen betroffen. Nur solche Subventionen könnten kurzfristig reduziert oder gestrichen werden. Dadurch könnte vermutlich eine schwarze Null erreicht werden. Ich bin aber nicht sicher, ob es das ist, was Sie wollen. Auch der Gemeinderat möchte nicht unbedingt eine Steuererhöhung in den Vordergrund stellen. Kurzfristig wäre aber nur das möglich. Ein Leistungsabbau, der allenfalls auch Einsparungen beim Personal vorsieht, braucht Vorlaufzeiten, die für das Budget 2013 völlig unrealistisch sind. Solch kurzfristige Eingriffe sind in diese Kostenblöcke nicht

möglich! Es gilt Kündigungsfristen einzuhalten oder Abgangsentschädigungen zu bezahlen. Zudem müssten organisatorische Massnahmen ergriffen werden, wenn eine bestimmte Dienststelle aufgehoben werden soll. All dies kann nicht kurzfristig geschehen.

Ein abgelehntes Budget würde zudem die Arbeit des neugewählten Gemeinderats (von dem ich mir sehr viel verspreche) massiv erschweren, weil als Einstieg in die neue Legislatur ein Notbudget erstellt werden müsste. Das ist meines Erachtens ein schlechtes Signal. Ich bin zudem ziemlich sicher, dass auch der neue Gemeinderat nicht mehr anbieten könnte als ich vorhin ausführte. Wenn weiter gegangen werden soll, muss wie gesagt konkret eingegriffen werden und dies setzt politische Entscheide voraus.

Nun möchte ich noch auf Einzelfragen und Einzelvoten eingehen. Im Zusammenhang mit der GPK möchte ich nochmals feststellen, dass rund 70% der in der Finanzstrategie angestrebten Mehreinnahmen realisiert werden konnten. Diese Schätzung dürfte stimmen. Es konnte aber auch ein Teil der Sparmassnahmen realisiert werden, nur wurden diese durch Mehrbelastungen in anderen Bereichen gleich wieder kompensiert. Der von der Finanzstrategie vorgegebene Pfad wurde materiell nicht verlassen. Die Aussage war seit jeher, dass vom Eigenkapital in der Höhe von CHF 52 Mio. Ende 2009, CHF 44 Mio. zur Verfügung stehen. Mit dem hier budgetierten Defizit wäre dies Ende 2013 der Fall. Es stimmt, dass die Steuererträge tendenziell vorsichtig optimistisch geschätzt wurden. Wie oft äusserte der Stadtrat bereits den Vorwurf, der Gemeinderat budgetiere zu pessimistisch, um den Leidensdruck zu erhöhen...?! Jetzt, wo der Gemeinderat versucht, realistisch zu budgetieren, wird genau das kritisiert. Frau Blättler, der Gemeinderat stützt sich für die Budgetierung nicht auf die Prognosen des SECO ab. Nur viel grössere und wirtschaftlich ausgeglichene Einheiten wie beispielsweise der Kanton oder die Eidgenossenschaft können aufgrund dieser Prognose budgetieren. Biel hängt sehr stark und insbesondere bei den juristischen Personen von ein paar wenigen, aber grossen Steuerzahlenden ab. Mit diesen hat die städtische Steuerverwaltung Kontakt und weiss in etwa, mit welchen Ergebnissen sie ungefähr rechnen kann. Deshalb kann die Stadt in diesen Bereichen präziser budgetieren als aufgrund der erwähnten Konjunkturprognosen. Selbstverständlich beunruhigen auch mich die neuesten Entwicklungen, die Frau Blättler erwähnte. Bei den natürlichen Personen liegt ein "fait un pari" vor, es ist aber kein "pari" ohne Sicherheitsnetz (ich denke dabei an die Steuergesetzesrevision). In der Spezialfinanzierung Steuern natürliche Personen (SGR 660.92) befinden sich derzeit CHF 5 Mio.. Auch wenn die Einbussen aufgrund der gesetzlichen Vorgaben des Kantons nicht durch Mehreinnahmen anderer Art aufgefangen werden können, steht die Stadt also nicht im "Schilf", denn sie kann auf die Spezialfinanzierung Steuern natürliche Personen zurückgreifen und auch nur einen Teil davon in Anspruch nehmen. Diese Spezialfinanzierung dient ja als Reserve für wirtschaftlich schlechtere Zeiten und dieser Rückgriff ist daher legitim. Was das Wachstum der Steuererträge der natürlichen Personen anbelangt muss ich sagen, dass es doch nicht sein kann, dass die Bevölkerung der Stadt ständig wächst, aber die Steuererträge bei den natürlichen Personen stagnieren oder gar sinken. Mehr BielerInnen haben auch mehr Bedürfnisse und stellen mehr Forderungen.

Zum Stellenwiederbesetzungsmoratorium und zum Votum von Frau Magnin habe ich mich bereits geäussert. Herr Scherrer kritisierte, dass gewisse Subventionen im

Sozialbereich erhöht werden. Ich spreche nicht von denjenigen im Kulturbereich, wo ein Teuerungsausgleich gewährt wird. Dazu wird sich Herr Moeschler noch im Detail äussern. Subventionen im Sozialbereich sind Subventionen aus dem Lastenausgleich. Ich weiss, dass Sie, Herr Scherrer, den Lastenausgleich nicht schätzen. Werden aber diese Subventionen nicht erhöht oder gar gestrichen, fällt auch der Beitrag des Kantons weg, was wiederum in Bezug auf die Gemeinderechnung eine Saldowirkung von 0 zur Folge hätte. Der Gemeinderat kapriziert sich aber natürlich primär auf Massnahmen, die eine Saldowirkung zeitigen! Dass es im Gesamtkontext möglicherweise sinnvoll ist, über das kantonale System des Lastenausgleichs zu sprechen, ist eine andere Diskussion. Für 2013 hilft dies Biel aber nicht, denn es wird im neuen Jahr keine neuen gesetzlichen Vorschriften geben. Soll das Budget 2013 noch verändert werden, gilt es jetzt und heute daran zu arbeiten, wo dies auch Sinn macht.

Die Strukturüberprüfung wurde angesprochen. Es ist richtig, dass im Zusammenhang mit der Verwaltungsreform 2013 Verschiedenes geprüft wurde. Der Gemeinderat hat dazu auch bereits einzelne Massnahmen beschlossen, beispielsweise auf Stufe einzelner Direktionssekretariate. Diese Massnahmen werden aber erst nach Abschluss der Aufgabenüberführungen, also per 2014 wirksam. Im ersten Jahr der Reorganisation mit zudem mehrheitlich neuen Gemeinderatsmitgliedern werden noch gewisse Anpassungsarbeiten vorzunehmen sein. Für 2014 liegen aber verbindliche Beschlüsse für die Streichung von Stellenprozenten vor. Dem Stadtrat werden diese Beschlüsse in einem Jahr mit dem entsprechenden Antrag vorgelegt werden. Es wurden auch andere Überprüfungen veranlasst. So wurde beispielsweise auch evaluiert, ob Einwohnerkontrolle und Steuerverwaltung zusammengelegt werden könnten. Ohne auf die Details eingehen zu wollen, kann ich Ihnen zum jetzigen Zeitpunkt angesichts meiner beschränkten Redezeit nur sagen, dass dies keinen Spareffekt erbringen würde. Der Gemeinderat arbeitet aber bereits an einer neuen Lösung. Auch arbeitet er an einem Flächenmanagement zur Optimierung der Schnittstellen zwischen den Abteilungen Hochbau und Liegenschaften und dem Gebäudemanagement bei der Abteilung Schule und Sport. Es läuft also Einiges und das scheint mir ausserordentlich wichtig.

Herr Pichard erwähnte, die nächsten vier Jahre müssten genutzt werden, um einen Schritt vorwärts zu kommen. Das ist auch meine Überzeugung. Damit die Kraft dafür eingesetzt werden kann, vorwärts zu kommen, braucht die Stadt jetzt ein Budget 2013. Andernfalls müsste sich der Gemeinderat bis 2013 weiter mit dem vorliegenden Budget abmühen, das, wie erwähnt, ohne tiefgreifende Massnahmen nicht verbessert werden kann. Vielleicht gäbe es zwar noch andere Massnahmen: So könnte beispielsweise bei freiwilligen Angeboten wie der ausserfamiliären Kinderbetreuung gespart werden. Die Tagesschulen sind obligatorisch, die KITAS jedoch nicht. Teilweise sind zwar auch sie im Lastenausgleich enthalten, aber beim Selbstbehalt wäre wohl ein gewisser Spareffekt möglich. Wenn ich aber die parlamentarischen Vorstösse querbeet anschau und auch meiner eigenen Überzeugung Folge leiste, weiss ich, dass ausserfamiliäre Betreuungsangebote für eine Stadt wie Biel etwas Wichtiges sind. Insofern ist beispielsweise zu überlegen, ob zusätzliche Subventionen wie die hier bereits kritisierten Schülertransporte nicht mehr angeboten werden sollen. Aus pädagogischer Sicht machen diese vielleicht weniger Sinn, aber aus Sicht der Eltern sollen diese aus Sicherheitsüberlegungen beibehalten werden. Die Eltern finden, in der Stadt habe es zuviel Verkehr und es sei daher den Kindern bis zu

einem gewissen Alter nicht zuzumuten, mit dem öffentlichen Verkehr oder mit dem Fahrrad zur Schule zu fahren. Das sind aber politische Entscheide, die im Übrigen auch den Forderungen des Stadtrats entsprechen. Sollte sich dies geändert haben, bitte ich den Stadtrat, dies auch zu sagen. Es geht eindeutig nicht mehr um Optimierungen, sondern um politische Grundsatzentscheide. Welche Angebote sollen weiterhin erbracht werden und welche nicht? Ich erinnere erneut daran, dass es sehr oft um Forderungen des Stadtrates an den Gemeinderat geht. Es ist nicht so, dass der Gemeinderat ein "sich selbst erfüllender Kostentreiber" ist. Der grösste Teil der Angebotserweiterungen, sogar gewisse Stellenschaffungen, basieren auf parlamentarischen Vorstössen!

Noch etwas zum Wachstum der Personalkosten: Ich muss nochmals den bei den Bürgerlichen wenig beliebten Lastenausgleich erwähnen. Aus dem Lastenausgleich werden der Stadt insbesondere im Sozialbereich und Vormundschaftswesen Stellen entschädigt, die der Kanton aufgrund der Fallzahlen zuspricht. Ist der Stadt eine solche Stelle zugesprochen, taucht sie im Budget bei den Personalkosten zwar als Aufwand auf, gleichzeitig aber auch als Ertrag bei den kantonalen Abgeltungen. Damit sind solche Stellen von der Stadt nicht beeinflussbar. Es gibt aber auch Stellen, die teilweise auf Wunsch (zumindest eines Teils) des Stadtrats geschaffen wurden (beispielsweise bei der Schulsozialarbeit, beim Stadtarchiv oder bei der Abteilung Liegenschaften). Diese Stellen wurden erst in den letzten paar Jahren geschaffen und beruhen mehrheitlich auf überwiesenen stadträtlichen Vorstössen. Dies kann nun nicht einfach wieder kurzfristig verändert werden.

Abschliessend deshalb nochmals: Es liegt kein Budget vor, das mich begeistert. Es ist aber ein Budget, hinter dem der Gemeinderat unter den gegebenen Rahmenbedingungen stehen kann. Herrn Güntensperger möchte ich dazu mitgeben, dass es der Gemeinderat ist, der das vorliegende Budget vertritt und nicht die Finanzdirektion oder der Finanzdirektor. Der Gemeinderat ist überzeugt, dass das vorliegende Budget 2013, wenn er die Bedürfnisse der Bevölkerung, das wirtschaftliche Umfeld und die politischen Forderungen der letzten Jahre berücksichtigt, richtig ist. Ich wäre daher froh, wenn der Stadtrat diesem Budget zustimmen könnte. Damit würde der Weg frei, um gemeinsam den Weg in die Zukunft zu ebnen. Ich habe ihre Botschaft also durchaus gehört, dass Sie am Runden Tisch mitarbeiten wollen. Über diese Themen werden wir auch noch beim Finanzplan sprechen können. Bitte glauben Sie mir aber, dass es mit "technischen" Optimierungen durch Finanzfachleute oder BuchhalterInnen nicht gemacht ist. Es wird politische Entscheide brauchen.

Grupp Christoph, Grüne: Ich möchte nochmals das Wort ergreifen zum Antrag der Fraktion Grüne zum Stellenwiederbesetzungsmoratorium. Grundsätzlich scheint es momentan tatsächlich nicht sehr opportun, auf ein Sparpotenzial von rund CHF 500'000.- zu verzichten. Das vorliegende Budget gefällt mir auch nicht, es ist aber das Beste, was momentan möglich ist. Deshalb werde ich ihm zustimmen. Nun zum Stellenwiederbesetzungsmoratorium: gemäss Geschäftsbericht 2011 waren im 2011 während acht Monaten 22 Stellen vom Moratorium betroffen. Ich erkundigte mich, wie es für 2012 aussieht. Bis anhin waren rund 50 Stellen davon betroffen. 50 Stellen, die während einem halben Jahr nicht besetzt werden konnten, entsprechen einem Minus von 25 Stellen und das Jahr ist noch nicht zu Ende... Dementsprechend würden mit einem Moratorium von drei Monaten zusätzliche 10 Stellen eingespart. Nachdem

bereits im 2011 und 2012 auf gewisse Arbeitskräfte verzichtet werden musste und gewisse Abteilungen überproportional davon betroffen waren, schmerzen diese Einsparungen langsam. Deshalb möchte ich dem Stadtrat nochmals beliebt machen, das Moratorium nicht zu verlängern und dem Antrag der Fraktion Grüne zu folgen.

Pichard Alain, GLP: Ich möchte mich nochmals zu den Homepages der Schulen äussern. Niemand hat verlangt, dass die Stadt diese realisiert. Vielmehr sagte die Stadt, sie mache das. Dabei hätten die Schulen das selber machen können! Das möchte ich klarstellen. Ich möchte auch noch eine historische Bemerkung zu Biel machen. Der Stadtpräsident malte den Teufel (ein abgelehntes Budget) an die Wand. Ein abgelehntes Budget wäre aber ein Zeichen an die Bevölkerung. Auch diese kann sich nicht einfach aus der Verantwortung stehlen. Es können nicht immer neue Ausgaben beschlossen und andererseits Steuererhöhungen abgelehnt werden. Da bin ich durchaus diskussionsbereit. Ich will aber einfach keine Schulden. Wenn ich sehe, dass immer wieder Ausgaben beschlossen werden, muss halt in den sauren Apfel gebissen und die Steuern erhöht werden. Es ist aber nicht nur einfach die Ratsrechte, die Steuererhöhungen ablehnt, sondern das Volk. Herr Stöckli erlebte zu Beginn seiner Tätigkeit als Stadtpräsident zwei Budgetniederlagen. Zweimal wurde ein Budget mit einer Steuererhöhung abgelehnt. Das war der Anfang einer absoluten Erfolgsstory für Biel, auf die ich heute noch stolz bin. Herr Stöckli hat seine Lehren aus den abgelehnten Budgets gezogen. Manchmal kann ein Nein der Anfang einer totalen Erfolgsstory sein. Herr Stöckli tat genau das, was ich auch jetzt erwarte. Er ging allem nach, baute ab und zog Investitionen an. Die Ablehnung eines Budgets muss also nicht immer das Ende der Welt bedeuten!

Freuler Fritz, Grüne: Ich glaube, Herr Pichard hat nicht gut zugehört. Der Stadtpräsident verlangte politische Entscheide, um das vorliegende oder nachfolgende Budget wirklich zu verändern. Das vorliegende Budget schliesst mit einem Defizit von CHF 10 Mio. ab. Das sind rund 2,7% des Gesamtbudgets. Über die von Herrn Pichard geäusserten Sparvorschläge kann man geteilter Meinung sein und ich bin überzeugt, dass diese allein noch keine grosse Wirkung hätten, weder auf das Budgetergebnis noch auf die Finanzplanung. Deshalb bin ich der Meinung, dass diejenigen, die das Budget ablehnen, sagen müssen, welche Dienstleistungen gestrichen werden sollen. Dabei kann es nicht nur um eine Homepage gehen!

Fehr Erich, Finanzdirektor: Besten Dank für diesen historischen Exkurs, Herr Pichard. Jede Generation muss ihren eigenen Weg gehen. Es ist deshalb nicht mein Ziel, einen allfälligen Erfolg, der mir in 20 Jahren vielleicht zugestanden wird, auf der Basis von Herrn Stöcklis Erfolg aufzubauen. Die Zeiten und die Bedingungen ändern sich. Alle müssen in ihrer Epoche handeln. Ich bin überzeugt davon, dass es nicht sinnvoll ist, den neu zusammengesetzten Gemeinderat in einer neuen Struktur und mit einem abgelehnten Budget in die neue Legislatur starten zu lassen. Es mag eine andere Gelegenheit geben, entsprechende Zeichen zu setzen, die dann aber auch wirklich etwas bewirken. Von mir aus gesehen wäre die Ablehnung des Budgets zum jetzigen Zeitpunkt aber ein Zeichen, das verpuffen würde.

Nun nochmals zum Stellenwiederbesetzungsmoratorium: der Gemeinderat führte viele Gespräche mit den Sozialpartnern. Seit Jahren wird gefordert, die Kaufkraft solle nicht geschmälert werden. Das kann ich gut nachvollziehen. Diese Forderung kann die Stadt erfüllen. Wie Herr Némitz sagte, wurde der Teuerungsausgleich durch die

Stadt im Gegensatz zum Kanton, der seit den frühen 1990er-Jahren um 17% im Verzug ist, immer gewährt. Im Zusammenhang mit der Erarbeitung des neuen Lohnsystems stellte der Gemeinderat zudem Lohnvergleiche an, die dem Stadtrat zu gegebener Zeit detailliert vorgelegt werden. Die Untersuchung hat ergeben, dass die städtischen Löhne nicht speziell gut sind, aber auch nicht sehr schlecht. Wie dies bei der öffentlichen Hand üblich und aus meiner Sicht aus sozialpolitischen Überlegungen heraus auch richtig ist, sind die Löhne in den tieferen Lohnsegmenten eher etwas überdurchschnittlich, in den höheren eher etwas unterdurchschnittlich. So gesehen steht der Gemeinderat zum jetzigen Zeitpunkt aus seiner Sicht nicht in der Schuld gegenüber dem Personal. Selbstverständlich ist er dem Personal dankbar, dass es das Stellenwiederbesetzungsmoratorium mittrug. Anlässlich der letzten Gespräche mit den Sozialpartnern erhielt der Gemeinderat die Rückmeldung, dass das Stellenwiederbesetzungsmoratorium schmerzt. Er ist darauf eingegangen und reduzierte das Moratorium auf drei Monate. Diejenigen, die Erfahrung in der Stellenwiederbesetzung haben wissen, dass es bis zu einer Wiederbesetzung einer Stelle meistens eine Lücke gibt. Der Kanton bildet diese technisch anders ab. Er budgetiert genau gleich wie Biel, kürzt aber die budgetierten Löhne am Schluss um 5,7%. Dieser Prozentsatz entspricht dem Erfahrungswert an Einsparungen durch Fluktuationen. Der Gemeinderat bildete diese Tatsache technisch anders ab. Die Stadt Biel machte es etwas einfacher und kostengünstiger. Sie weist diese Einsparungen bei den fünf Direktionen transparent aus. Vielleicht hat der Gemeinderat mit "Stellenwiederbesetzungsmoratorium" einen ungeschickten Namen gewählt. Falls das das Problem wäre, könnte ich es akzeptieren. Von der realen Auswirkung her wurde das Moratorium aber um weit mehr als die Hälfte reduziert. Für mich ist der Budgetsaldo entscheidend. Wenn nun bereits in der ersten Position Änderungen vorgenommen werden sollen, verlässt der Stadtrat den Pfad der Tugend. Für mich folgt das vorliegende Budget noch diesem Pfad, auch wenn dies einige Stadtratsmitglieder anders sehen. Wenn der Stadtrat nun zu viele Änderungen vornimmt, wird das Budget aber unkontrollierbar und von mir aus gesehen auch unverantwortbar. Im Gesamtkontext ist das Stellenwiederbesetzungsmoratorium von drei Monaten akzeptabel. Ich danke dem Personal, dass es dieses akzeptiert.

Esseiva Monique, présidente du Conseil de ville: La parole n'étant plus demandée, je considère que le débat d'entrée en matière est clos.

Débat concernant les récapitulations par groupes de matières

Esseiva Monique, présidente du Conseil de ville: La Commission de gestion ne souhaite pas s'exprimer.

Suter Daniel, au nom du Groupe Forum: La récapitulation par groupes de matières est l'occasion de retrouver, en chiffres concrets, les remarques d'ordre général, qui ont été faites jusqu'à maintenant et lors de l'examen de ces postes. S'agissant des charges de personnel, le Groupe Forum constate une augmentation de ce poste, par rapport au budget 2012, de 1,5 mio. fr. et par rapport aux comptes 2011, une augmentation de 2,8%. Cette augmentation apparaît malgré l'entrée en vigueur du moratoire sur le remplacement du personnel et l'absence de renchérissement. Ainsi, le Groupe Forum se pose la question comment et à quoi est due cette augmentation des charges en matière de personnel.

En ce qui concerne le poste "Biens, services et marchandises", le Groupe Forum veut voir une stabilisation entre les comptes 2011 et le budget 2013, déclarée comme une amélioration par rapport aux comptes 2012. Ceci montre aussi dans quelle mesure le budget 2012 était tout à fait irréaliste, en prévoyant une augmentation de 2 mio. fr., alors que le budget 2013, par rapport aux comptes 2011, maintient les charges à 32 mio. fr. Il s'agit d'un net progrès par rapport au budget 2012. Par ailleurs, il a été question des flux financiers entre le Canton et les communes. S'agissant des dédommagements publics, des subventions versées au Canton et des subsides que la Commune obtient en retour, il y a nettement toujours un bénéfice, en faveur de la Ville, de plus de 20 mio. fr.

En ce qui concerne les revenus des impôts, cette question a d'ores et déjà largement été discutée. Etant donné que le manque à gagner en la matière était prévisible, du fait que le revenu des impôts des personnes physiques était spéculatif et imprudent, cette perte peut être rétribuée par le financement spécial constitué à cet effet.

Erich Fehr, directeur des finances: Je tiens encore à m'expliquer par rapport à ces frais de personnel. L'augmentation se compose, en principe, de trois éléments: 1,5 mio. fr. respectivement 518'000 fr. correspond à la moitié du moratoire sur le remplacement du personnel démissionnaire et le reste correspond d'une part aux postes supplémentaires créés dans des domaines admis à la répartition des charges où il y a des revenus qui correspondent à d'autres positions. Ceci représente donc une influence nette sur le solde. D'autre part, ces frais englobent également l'évolution des salaires individuelles, vu qu'il n'y a pas de renchérissement, ni de création de nouveaux postes, mais que les possibilités d'avoir des échelons ou une classe de salaire supérieurs, selon le Règlement du personnel en vigueur, n'ont pas été supprimées. En page 5 du budget 2013, la diminution du groupe des comptes 31, entre 2011 et 2013, semble assez spectaculaire. Il convient toutefois de rappeler, que les comptes 2011 avaient un effet spécial, ce qui représente également 32 mio. fr. Par contre, il a été négligé de mentionner que le poste "Biens, services et marchandises" présentait des charges à hauteur de 34,5 mio. fr. en 2012 et que ces charges ont diminué en 2013. J'aimerais, dès lors, assurer le Conseil de ville de la bonne foi du Conseil municipal en matière de réalisation d'économies.

Discussion par direction

Mairie

Ammann Olivier, au nom de la Commission de gestion: Trois points essentiels sont à relever en ce qui concerne les comptes de la Mairie. Premièrement, les chiffres relatifs aux comptes du Conseil municipal ont été adaptés à la nouvelle forme du Conseil municipal, qui sera mise en place à partir de 2013, soit cinq Conseillers municipaux à temps complet et la disparition des postes de Conseillers municipaux non-permanents. Ainsi les chiffres ont dû être adaptés pour le fonctionnement de cet organe. Deuxièmement, le poste des Transports publics et par conséquent la subvention de 11 mio. fr. allouée à ce poste se trouve désormais compris dans cette direction et non plus auprès de la Direction des travaux publics, comme par le passé. Troisièmement, l'Office de l'urbanisme a également été déplacé à la Mairie. Cet

organe, comme vous l'avez sans doute remarqué, présente des recettes à hauteur de 780'000 fr. Toutefois, force est de constater, que la même position à la Direction des travaux publics ne présentait au budget 2012 qu'un total de 430'000 fr. Ceci représente une forte augmentation, qui provient du fait qu'une adaptation des coûts des permis de construire est en cours. Cette question devra être vraisemblablement abordée par le Conseil de ville, lors de la séance du mois de novembre 2012. Je demande donc au Conseil municipal de préciser les conséquences de cette adaptation. La Commission de gestion approuve le budget 2013 tel quel et n'a pas de proposition d'amendement.

Fehr Erich, Finanzdirektor: Herr Ammann stellte eine Frage zum Gebührentarif I. Dieser wird dem Stadtrat im November dieses Jahres vorgelegt. Seine Überarbeitung ist ein Element der Finanzstrategie, das der Gemeinderat umsetzt. Durch die Kenntnisnahme der Finanzstrategie gab der Stadtrat dem Gemeinderat den Auftrag, die Gebührentarife zu überprüfen. Die vorgesehenen Anpassungen beinhalten zwei Komponenten: Einerseits erfolgt eine Anpassung an die Teuerung. Seit der letzten Revision des Gebührentarifs I beträgt sie 11%. Eine entsprechende Gebührenerhöhung erscheint dem Gemeinderat gerechtfertigt. Andererseits wurden alle im Gebührentarif I enthaltenen Positionen strukturell überprüft. Der geltende Gebührentarif I wurde lange nicht überarbeitet. Deshalb wurde evaluiert, welche Dienstleistungen nicht mehr kostendeckend erbracht werden können und dementsprechend durch den ordentlichen Staatshaushalt quersubventioniert werden müssen. In diesen Bereichen sieht der Gemeinderat strukturelle Anpassungen vor. Gebühren gehen immer zu Lasten von Personen, die eine bestimmte Leistung in Anspruch nehmen, diesbezüglich besteht ein Kausalzusammenhang. Bei den Steuern ist ein solcher Kausalzusammenhang nicht gegeben. Wie gesagt wird der überarbeitete Gebührentarif I dem Stadtrat im November vorgelegt. Ich kann aber jetzt schon sagen, dass er keine weltbewegenden Veränderungen enthalten wird. Trotzdem ist er ein weiteres kleines Puzzleteil zum Ausgleich des Finanzhaushalts und eine weitere Teilumsetzung der Finanzstrategie.

Vote

sur la proposition du Groupe des Verts, de supprimer le compte 30100999 "Moratoire des postes vacants" (page 15)

La proposition est refusée.

Direction des finances

Rüfenacht Martin, GPK: Mit einem Aufwand von CHF 97,18 Mio. und einem Ertrag von CHF 190,1 Mio. hat die Finanzdirektion einen Gewinn von CHF 92,92 Mio. budgetiert. Gegenüber der Rechnung 2011 bedeutet das eine Erhöhung des Aufwandes um CHF 13,3 Mio. und eine Ertragsminderung von CHF 1,7 Mio.. Die grössten Differenzen finden sich beim Personalaufwand (rund plus CHF 700'000), bei den Abschreibungen (plus CHF 27 Mio.), bei den Entschädigungen an den Kanton (plus CHF 5,6 Mio.) und die Vermögenserträge werden um CHF 20,7 Mio. reduziert. Weniger Aufwand ist beim Konto Sachaufwand (CHF 6,8 Mio.) vorgesehen. Da keine Einlagen in die Spezialfinanzierungen vorgesehen sind, kann der Aufwand um

weitere CHF 14,9 Mio. verringert werden. Die Entnahmen aus den Spezialfinanzierungen sind um CHF 24,59 Mio. höher budgetiert als die Rechnung 2011 ausweist, was einer Ertragssteigerung gleichkommt.

Richtig budgetieren ist eine Wissenschaft und manchmal auch eine Kunst. Gerade in der Finanzdirektion muss mit vielen unbekanntem Faktoren gerechnet werden. Auffällig ist aber, dass in diesem Jahr grosse Beträge verschoben werden, Beträge, die im Dokument "Begründung und Umschreibung der Abweichungen gegenüber dem Vorjahresbudget" nicht erwähnt sind. Das erschwert das Studium der Unterlagen. Die Abweichungen sind nicht zwingend nachvollziehbar. Ist es wirklich sinnvoll, das zu genehmigende Budget nur mit dem Vorjahresbudget zu vergleichen? Diese Frage stelle ich alljährlich während der Budgetdebatte. Auch die GPK hat eingehend darüber diskutiert. Die Fakten für das neue Budget werden nämlich in der Vorjahresrechnung ausgewiesen und nicht nur im Vorjahresbudget. Der Budget-Budget-Vergleich ist demnach nicht richtig. Verbesserungen im Budgetierungsprozess wurden am Runden Tisch vom Finanzdirektor angesprochen. Die GPK verspricht sich viel davon. Ein möglichst genaues Budget basiert auf viel Erfahrung und Fingerspitzengefühl. Auf die Finanzdirektion kann der Stadtrat zählen. Erfahrung bedeutet auch, auf vergangene Rechnungsjahre zurückzublicken und im Budget die richtigen Indikatoren zu berücksichtigen. Haupteinnahmequelle sind klar die Steuereinnahmen. Ob die juristischen Personen die geplanten Einnahmen erwirtschaften können, ist bereits anlässlich der Eintretensdebatte diskutiert worden. Auch die GPK ist sich nicht sicher, ob die positiven Annahmen angesichts der erwarteten Konjunkturabkühlung wirklich eintreten. Natürlich hofft die GPK darauf, sie ist aber trotzdem ziemlich skeptisch. Es wurde erwähnt, durch das Resultat der Volksabstimmung vom 23. September 2012 zur Initiative "Faire Steuern für Familien" könnten im Budget CHF 1,5 Mio. fehlen. Das ist falsch. Die GPK bittet den Finanzdirektor, nochmals möglichst klar zu erklären, wie diese CHF 1,5 Mio. zustande kämen und wie der Ausgleich erfolgen könnte. Damit soll denjenigen entgegengetreten werden, die behaupten, das Budget stimme bereits jetzt nicht mehr. Die GPK ist der Meinung, dass das, was sie prüfen konnte, den Erwartungen und Möglichkeiten entspricht. Aus ihrer Sicht wurde professionell und gut gearbeitet. Sie empfiehlt Annahme.

Magnin Claire, au nom du Groupe Les Verts: Mon intervention ne concerne pas directement le Département des finances. Le Groupe des Verts n'a pas trouvé de majorité par rapport à sa proposition d'amendement en faveur de la suppression du moratoire sur le remplacement du personnel démissionnaire, mais tout de même un certain soutien. Ainsi et afin d'éviter toute formalité, **le Groupe des Verts retire les trois autres propositions d'amendements qu'il a déposées.**

Fehr Erich, Finanzdirektor: Ich möchte nochmals auf die Budgetierung der Steuern eingehen, die von Herrn Rüfenacht angesprochen wurde. Der Gemeinderat sagte ganz bewusst: wenn die Stadt wächst, müssen auch die Steuererträge der natürlichen Personen wachsen. Diese Parallele ist zwingend und sie wird im Budget auch abgebildet. Das ist Glaube, Forderung und Wunsch des Gemeinderats. Dabei ging der Gemeinderat davon aus, dass die Initiative "Faire Steuern für Familien" angenommen würde, was bei den Steuererträgen der natürlichen Personen ein Plus von CHF 1,5 Mio. bedeutet hätte. Wie ich bereits erklärte, kam es leider und zum Bedauern des Gemeinderats anders. Es gibt aber ein Rettungsnetz, nämlich die

Spezialfinanzierung Steuern natürliche Personen, aus der noch nie Entnahmen getätigt wurden. Sie ist genau zum Auffangen solcher Schwankungen vorgesehen. Deshalb war es zumutbar, so zu budgetieren. Bei den juristischen Personen habe ich bereits erklärt, dass Biel nicht abhängig ist von internationalen Trends. Die Stadt ist in diesem Bereich viel zu stark von wenigen, aber starken Steuerzahlenden abhängig.

Direction de l'action sociale et de la sécurité

Morier-Genoud Michèle, au nom de la Commission de gestion: Je tiens tout d'abord à remercier, au nom de la Commission de gestion, l'ensemble des collaborateurs et collaboratrices des actuels départements des affaires sociales et celui de la sécurité, pour l'élaboration de ce budget 2013. La nouvelle présentation du budget correspond d'ores et déjà à la nouvelle répartition des directions, qui entrera en vigueur en janvier 2013. Je les traiterai par la suite séparément. La lecture de ce budget est rendue difficile, en raison d'un certain nombre de chapitres, notamment ceux concernant les affaires sociales, dont la comparaison des chiffres avec le budget 2011 et les comptes 2012 nous oblige à les chercher à leur ancien emplacement. Le document d'explication des écarts faisant référence aux anciens numéros de compte comporte également une double difficulté de lecture. La Commission de gestion prendra position plus tard, lors de la discussion sur cette question.

Au préalable, j'aimerais émettre des remarques et des demandes de corrections de titres en français. À la page 45, il convient d'apporter un "e" à "*sociale*", "*Direction Action sociale et sécurité*". À la page 57, compte 350, le nom du titre "*Soziales - Non admis à la compensation des charges*" semble porter à confusion, puisqu'il s'agit de l'entier du Département des affaires sociales comprenant d'une part les charges admises à la compensation des charges et d'autre part celles financées exclusivement par la Ville. Les résultats de cette double direction est légèrement déficitaire, à hauteur de 313'000 fr. S'agissant des affaires sociales, le travail d'économie réalisé est important. Pour maintenir les subventions de 100'000 fr. à Pro Senectute, il a fallu faire des économies ailleurs. Mais, jusqu'à quand cela sera-t-il encore possible? Peut-être que ce sera pour la dernière fois cette année. Je constate une augmentation des contributions de l'aide sociale à des personnes privées de 3 mio. fr., ce qui reflète, comme déjà entendu tout à l'heure dans le débat, de l'évolution économique et de l'augmentation des personnes vivant dans la précarité à Bienne. Les mesures pour essayer d'enrayer cette tendance sont en augmentation. Le budget avance, en effet, un montant d'environ 300'000 fr., destiné à des mesures d'occupation et de réinsertion sociale. Il s'agit d'un travail titanesque, demandant beaucoup d'efforts à la Direction de l'action sociale.

En ce qui concerne la protection de la jeunesse et des adultes, l'activité de ce service s'amplifiera, conformément à la nouvelle Loi cantonale, qui entrera en vigueur dès janvier 2013. Ce poste présente des charges basées uniquement sur des estimations faites sur la base des données cantonales. En effet, il n'est pas possible de prévoir actuellement avec certitude le montant qui devra être pris en charge par la Ville, estimé aujourd'hui à 1'725'000 fr.

S'agissant du domaine de la sécurité, une nouvelle structure de comptes rend la lecture plus claire et l'analyse plus facile, notamment en ce qui concerne les comptes 321 "Sécurité publique et population" et 322 "Aide administrative et pénitentiaire". J'aimerais relever, que le budget des amendes n'a pas été augmenté, mais a au contraire légèrement diminué. Le Conseil municipal a décidé de remplacer les caméras actuelles, qui fonctionnent avec des films, par des caméras digitales et espère, par conséquent, pouvoir traiter plus de cas, sans augmentation de personnel. Par ailleurs, un deuxième radar semi-stationnaire sera acquis et mis en service, selon le plan des investissements. Il convient également de relever, qu'à fin septembre, le compte des amendes s'élevait à environ 5 mio. fr.

Le postes 312 "Eau, énergie, combustibles" du compte "Biens, services et marchandises" est en baisse, dans la plus part des directions. Cela correspond à une fausse imputation des charges d'éclairage public dans ces postes pour l'année passée, qui seront désormais imputées au budget d'ESB. De plus, une baisse du prix de 10% de l'électricité écologique est prévue, ce qui justifie ces différences. La Commission de gestion vous recommande donc d'accepter ces deux présentations de budget.

Chevallier Barbara, au nom du Groupe socialiste: Le Groupe socialiste chargé d'étudier le budget de la nouvelle Direction de l'action sociale et de la sécurité s'est appliqué à décortiquer les chiffres présentés par le budget 2013. Ce n'est pas une mince affaire! Il s'agissait de comparer des chiffres se trouvant désormais dans une nouvelle direction et chercher les équivalences dans cette autre partie du budget. Il n'y a pas de remarque particulière à émettre, à l'égard des postes relevant du domaine de la sécurité. S'agissant de l'action sociale, notre groupe est soulagé de constater, que l'essentiel est sauvé et c'est tant mieux! Des économies substantielles sont réalisées dans divers comptes et divers postes, notamment dans les postes 311 "Mobilier, machines, véhicules", 316 "Loyers, fermages, redevances d'utilisation" et 317 "Dédommagements pour déplacements". Des économies étaient encore possibles, même si ces dernières ne sont pas sans conséquence.

Le Groupe socialiste remercie la Direction de l'action sociale, d'avoir réussi à sauvegarder les prestations sociales. Les contributions sociales aux différentes institutions sont maintenues, voire très légèrement augmentées, en raison de l'indexation des salaires, ce que notre groupe salue également. De même, en ce qui concerne les projets d'occupation pour l'insertion sociale, dont les effets sont clairement démontrés et continuent à être largement soutenus. Le nombre des bénéficiaires de l'aide sociale à Bienne a fait couler beaucoup d'encre lors de la campagne électorale. Il est toutefois important de rappeler, que derrière chaque bénéficiaire se trouve un homme, une femme, un enfant, qui pour différentes raisons, vivent avec des moyens insuffisants, pour assurer logement, nourriture, formation ou soins médicaux. Les accusations d'abus à l'aide sociale scandalisent l'opinion publique. Il est néanmoins facile de pointer du doigt les plus faibles, soit les demandeurs d'aide, en oubliant ainsi beaucoup trop facilement, que la Ville a un devoir légal de venir en aide à ces personnes, en vertu du cadre légal fixé par le Canton, déterminant les règles de subventionnement. 11% de la population, encadrée par l'aide sociale à Bienne, c'est beaucoup et le Groupe socialiste est d'accord. Mais plutôt que d'en faire des gorges chaudes, retrouvons nos manches et travaillons ensemble pour comprendre les raisons de l'affluence de ces personnes

dans le besoin dans notre ville et dans notre région. Cherchons ensemble des solutions. C'est le défi qui attend le Conseil de ville pour la prochaine législature. Le Groupe socialiste propose d'approuver le budget 2013 pour cette direction.

Moeschler Pierre-Yves, directeur de la formation, de la prévoyance sociale et de la culture: Les dépenses individuelle ou institutionnelle du domaine social sont presque entièrement admises à la répartition des charges. À chaque fois qu'une institution nécessite des fonds, une négociation est mise en place avec le Canton, qui décide d'accorder ou non les fonds nécessaires. Ainsi, les frais à la charge de la Ville sont considérablement réduits. Je suis personnellement très heureux de constater, que le volume de l'aide sociale institutionnelle des associations et des institutions existantes a pu être maintenu. Ceci en particulier en ce qui concerne le domaine du logement d'urgence, grâce à l'augmentation des prestations d'aide destinées à l'Armée du salut, pour un home de passage, déplacé du quai du Haut à Mâche. Ainsi, un certain nombre de décisions vont dans le sens d'une action ciblée et efficace dans le domaine de l'aide sociale. J'aimerais notamment souligner le fait, que l'augmentation du nombre des bénéficiaires de l'aide sociale est combattue par les mesures de réinsertion professionnelle, majoritairement prises en charge par le Canton, grâce aux mesures POIAS (BIAS en allemand), mais aussi par la Ville, qui a mobilisé des moyens, grâce aux compte de financements spéciaux, évitant ainsi de charger le budget. En effet, le compte des financements spéciaux présente des dépenses, qui chargent le budget, mais qui apporte également les revenus correspondants.

Direction de la formation, de la culture et du sport

Bösch Andreas, GPK: Die Direktion Bildung, Kultur und Sport (BKS) ist auf den ersten Blick die Direktion mit viel Aufwand und nur sehr wenig Einnahmen. Dem Aufwand von CHF 93,2 Mio. steht ein Ertrag von CHF 8,6 Mio. gegenüber. Das entspricht einem Minus von CHF 84,6 Mio.. In meinen Ausführungen beziehe ich mich vor allem auf das Papier "Begründung und Umschreibung der Abweichungen gegenüber dem Vorjahresbudget". Die GPK-Sprecherin erwähnte bereits in der Eintretensdebatte, dass es nicht immer einfach war, darin die richtigen Zahlen zu finden. In der BKS war es vor allem schwierig, mit den Kontonummern zu jonglieren. Doch das Eine nach dem Andern: Die BKS findet sich in der "Begründung und Umschreibung der Abweichungen gegenüber dem Vorjahresbudget" auf den Seiten 11-18. Auffällig ist vor allem das Konto 400.351, Abgaben an den Kanton. Diese steigen um CHF 2,95 Mio.. Das ist doch eine satte Zunahme, von CHF 21,55 Mio. auf CHF 24,5 Mio.?! Im Budget sind diese Zahlen auf Seite 68 zu finden. Damit steigen die Abgaben der Stadt an den Kanton um knapp 14%! Dann wird der Vergleich mit der "Begründung und Umschreibung der Abweichungen gegenüber dem Vorjahresbudget" aber schwierig. Als nächstes ist dort das Konto 402 aufgeführt. Im Budget fehlen diesem Konto verschiedene Posten, die in der "Begründung und Umschreibung der Abweichungen gegenüber dem Vorjahresbudget" aufgeführt sind. Der Grund ist schlicht und einfach, dass diese im neuen Budget nicht mehr unter der Kontonummer 402 aufgeführt werden, sondern unter der Kontonummer 302. Währenddem in den vorhergehenden Direktionen jeweils vermerkt war, wenn die Kontonummer änderte, ist dies bei dieser Direktion nicht der Fall. Noch schwieriger wird es auf Seite 11 beim Konto 402.36559910, Beiträge an diverse Institutionen zu

Lasten Spezialfinanzierungen. In der "Begründung und Umschreibung der Abweichungen gegenüber dem Vorjahresbudget" ist ein Betrag von CHF 150'000 aufgeführt. Im Budget sind unter der gleichen Kontonummer nur CHF 100'000 verbucht. Der Grund dafür ist, dass dieses Konto geteilt wurde. CHF 100'000 sind neu auf dem Konto 402.36559910 und CHF 50'000 auf dem Konto 302.36559910. Leider zieht sich dieses Problem durch die ganze Direktion. Die Integrationsfachstelle ist in der "Begründung und Umschreibung der Abweichungen gegenüber dem Vorjahresbudget"- von mir aus fälschlicherweise - als Konto 405 aufgeführt, im Budget aber als Konto 305. Das Gleiche gilt für das Konto Soziales, das in der "Begründung und Umschreibung der Abweichungen gegenüber dem Vorjahresbudget" als Konto 450 aufgeführt wird, im Budget aber als Konto 352. Trotzdem konnte sich die GPK, nachdem sie sich durch die Konten durcharbeitete und sich die Verwirrung mit den Kontonummern klärte, mit den vorliegenden Zahlen einverstanden erklären.

Chevallier Barbara, au nom du Groupe socialiste: Le budget 2013 de la Direction de la formation, de la culture et du sport fait également les frais des mesures d'économie. Toutefois, le Groupe socialiste est d'avis, que le Conseil municipal, dans sa proposition, sauve l'essentiel. En 2013, les subventions culturelles sont maintenues, assurant ainsi la qualité de vie et d'offres culturelles attractives en Ville de Bienne. Il semble, dès lors, primordial de soutenir les institutions culturelles actives sur le terrain. Cela deviendra d'autant plus important l'année prochaine, lorsqu'il s'agira pour la Ville et le Canton, de négocier la question des subventions. Il conviendra alors de soutenir activement les institutions locales, véritables moteurs du développement culturel à Bienne. En ce qui concerne 2013, le Groupe socialiste se déclare satisfait.

En ce qui concerne la formation et le sport, notre groupe est très inquiet. Le nombre d'enfants dans notre Ville ne cesse d'augmenter, cependant la Direction de la formation et du sport est contrainte à des efforts d'économie considérables dans ce domaine, principalement en ce qui concerne les postes 311 "Mobilier, machines, véhicules", 317 "Dédommagements pour déplacements" et 318 "Honoraires, prestations de services", puisque ces dépenses ne sont pas liées dans le budget 2013. En effet, même si ces chiffres présentent bien, en se penchant plus attentivement sur le budget 2013, certaines propositions interpellent. Au compte 424 "Écoles des degrés primaires et secondaires", pas moins de 444'000 fr. sont économisés dans les rubriques 31000000 "Fournitures de bureau, imprimés et moyens d'enseignement", 31100000 "Achats de mobiliers, véhicules", 31700000 "Dédommagements pour déplacement" et 31800000 "Honoraires et prestations de services". Les explications données indiquent que des diminutions se feront, au détriment des moyens d'enseignement et des activités scolaires hors-cadre, transports etc. Le compte 432 "Jeunesse + Loisirs" présente une diminution des allocations aux mesures d'encadrement pendant les vacances de 60'000 fr. Au compte 434 "Service des sports", poste 36500000 "Contributions à des institutions privées", les mesures d'économie s'élèvent à 30'000 fr. Ces coupes budgétaires ont fait l'objet d'un débat nourri au sein de notre groupe. Il est clair que le Groupe socialiste assiste à un démantèlement de l'offre d'encadrement et de formation. Ces coupes toucheront un grand nombre d'enfants et d'élèves, particulièrement les élèves les plus défavorisés, privés dès lors d'activités sportives hors-cadre, garantes du développement de l'individu et favorisant l'intégration. Est-ce par des privations dans

ces domaines que le Conseil municipal réalisera les économies nécessaires au financement des moyens d'enseignement? Notre groupe n'est pas d'accord. Pourtant, le Groupe socialiste a décidé d'assumer ses responsabilités, de rester solidaire et de respecter les efforts faits par l'ensemble des directions pour obtenir un budget acceptable et supportable pour la Ville de Bienne. Notre groupe ne demandera donc pas, que ces dépenses soient absolument maintenues.

Bien que le Groupe socialiste ait discuté du bien fondé des propositions pour contrebalancer ces dépenses supplémentaires, force est de constater qu'en tant que parlementaires, il est néanmoins impossible de faire une proposition sensée et concrète pour compenser ces charges. Le Groupe socialiste demande donc au Conseil municipal, d'étudier en détail les conséquences de ces coupes, en particulier en ce qui concerne le compte 424 "Écoles des degrés primaires et secondaires", poste 31700000 "Dédommagements pour déplacements". Dans quelles mesures les fonds alloués aux écoles pour les excursions et les camps de ski ne peuvent-ils pas être maintenus et compensés par le biais d'un autre compte ou par une toute autre alternative? Les moyens d'enseignement doivent être assurés. Il en va de la qualité de l'enseignement. Les activités hors-cadre permettent l'intégration et la formation du tissu social dans la classe, dans l'école et dans la société. Y renoncer n'est à notre sens pas une solution acceptable.

Wiederkehr Martin, Fraktion SP: Die Kulturlobby ist zufrieden, denn bei der Kultur erfolgen keine Kürzungen. Die Sportlobby jedoch ist unzufrieden. Ich spreche also wieder einmal im Namen der Sportkommission. Mein Votum betrifft die Kontonummer 434.36500000 (Seite 86), Beiträge an private Institutionen. Unter Beiträge fallen Sportanimation, Jugendförderung und so weiter. Dafür sind CHF 200'000 budgetiert. Letztes Jahr konnte sich der Stadtrat nach Jahren endlich dazu durchringen, diesen Betrag von CHF 200'000 auf CHF 230'000 zu erhöhen. **So stelle ich auch dieses Jahr den Antrag, dieses Konto um CHF 30'000 auf CHF 230'000 zu erhöhen.** Für diese Erhöhung gibt es verschiedene Gründe, wovon ich einzelne wiederholen möchte. Der Bereich Sport unterlag bereits massiven Sparmassnahmen. Jeder Franken, der vor 10 Jahren für die Sportanimation gesprochen wurde, verlor in der Zwischenzeit an Wert. Wird der Betrag also nie erhöht, können die Vereine immer weniger investieren. Alles wird aber teurer: die Gebühren steigen, das Material wird teurer und der Unterhalt der Infrastruktur nimmt zu. Diejenigen, die sich in diesem Bereich engagieren, arbeiten häufig freiwillig oder für sehr geringe Entschädigungen. Ihr Engagement wirkt sich auf eine direkte Art und Weise in den Sportvereinen aus. Diese Wirksamkeit ist spür- und sichtbar. Ich will nicht wieder die gleiche Liste wie letztes Jahr vorlesen, als ich aufzeigte, wie erfolgreich die Sportvereine sind. Die Jugendbereiche der Sportvereine sind in Biel wichtige soziale Institutionen. Jeder hier investierte Franken bringt einen Gewinn. Die zusätzlich beantragten CHF 30'000 sind daher gut investiertes Geld und die Sportkommission ist einstimmig der Meinung, dass sich die Stadt diese CHF 30'000 noch lange leisten kann. Wie gesagt, wurde in diesem Bereich bereits gespart. Gespart wurde auch bei der Infrastruktur. Auf dem Sportplatz der Champagne ist noch immer nichts gemacht worden. Ein Projekt wird auch nächstes Jahr nicht budgetiert. Hier wird bei einem jahrzehntelangen Anliegen gespart. Die Garderobe Mettmoos wurde vom Stadtrat zurückgewiesen, weil sie zu teuer war. Damit bin ich einverstanden. Bis heute wurde aber kein günstigeres Projekt vorgestellt. Auch dort wurde also gespart. Deshalb ist es zu verantworten, im Bereich

Sport heute nicht zu sparen, sondern zusätzliche CHF 30'000 wieder zu budgetieren, so wie letztes Jahr. Ich danke für Ihre Zustimmung.

Pichard Alain, GLP: Ich habe eine Frage an Herrn Wiederkehr. Es gibt eine Sportverantwortliche für Schule und Sport. Braucht es dazu wirklich eine Person mit Masterabschluss, die CHF 11'300 pro Monat verdient und CHF 300 Spesen verrechnet, weil sie nicht in Biel wohnt...?

Moeschler Pierre-Yves, directeur de la formation, de la prévoyance sociale et de la culture: Madame Chevallier, au nom du Groupe socialiste, s'est inquiétée de l'évolution des coûts, en ce qui concerne les postes 31000000 à 31800000, qui sont tous à la baisse. Elle a souhaité, que le Conseil municipal trouve un moyen d'assurer les achats de matériel et les activités préscolaires. Ce n'est tout simplement pas possible. Le Conseil de ville et le Conseil municipal, par leur stratégie financière, ont décidé d'économiser. La Direction de la formation, de la prévoyance sociale et de la culture a prévu un certain nombre d'économies dans ce sens. En fin d'exercice, il a été possible de renoncer à certaines économies, en particulier à celles qui se feraient au détriment d'institutions particulières, comme les médias, Pro Senectute et certaines autres institutions culturelles. S'agissant de ces coupes budgétaires, étant donné qu'il y a quelques temps elles avaient d'ores et déjà été proposées au Conseil de ville sans succès, la Direction de la formation a donc décidé de ne pas revenir sur ces propositions, sans être sûre d'obtenir une majorité. Je suis d'avis, que si des économies devraient encore être faites l'année prochaine pour le budget 2014, la question de ces subventions particulières, qui ne sont pas déterminées par des obligations légales, devra être rediscutée. Il faudra s'en tenir visiblement aux obligations, que la Ville a vis-à-vis de l'Aide sociale ou de certaines institutions avec lesquelles elle a des contrats, je pense particulièrement à la politique culturelle. La Ville a donc renoncé à certaines économies dans ce domaine. Par contre, d'autres propositions d'économie ont dû malheureusement être réalisées. La Direction de la formation aurait bien entendu souhaité éviter de faire des économies, que ce soit dans le domaine du sport ou dans le domaine des écoles. Ces économies auront certainement des conséquences. Le but est de pouvoir maintenir les subventions accordées dans le domaine du sport à 200'000 fr. et dans le domaine des écoles, de pouvoir maintenir les postes 31000000 à 31800000, comme il a été dit. Ces mesures sont dures et seront certainement âprement discutées dans les écoles. Il conviendra de veiller à la manière, dont la communication devra être faite. Il est évident, du fait qu'il est indispensable de garantir les moyens nécessaires à l'enseignement qu'il faudra, en cas de manque de fonds dans le poste 310000000, compenser ces dépenses dans un autre poste, tel que le 31700000 en particulier. Dès lors, les écoles devront effectivement renoncer à un certain nombre d'activités extrascolaires (cours d'écoles, camps de ski ou semaines vertes). Je vous recommande donc d'accepter le budget 2013 proposé par le Conseil municipal, même si je préférerais avoir d'autres chiffres à vous proposer pour ces postes.

Vote

sur la proposition de la Commission des sports, d'augmenter le compte 36500000 "Contributions à des institutions privées" (page 86) de 200'000 à 230'000 fr.

La proposition est refusée.**Direction des travaux publics, de l'énergie et de l'environnement**

Strobel Salome, GPK: Das Budget der Bau-, Energie- und Umweltdirektion (BEU) scheint der GPK gegenüber dem des letzten Jahres deutlich schmaler. Das ist aber hauptsächlich auf die Anbindung der Stadtplanung hin zur Präsidialdirektion zurückzuführen. Auch die Beiträge an den Kanton für den öffentlichen Verkehr werden neu nicht mehr der Baudirektion belastet. Der GPK fielen beim Budget der BEU vor allem die Kürzungen beim baulichen Unterhalt, beim baulichen Unterhalt CTS und beim Hochbau auf. Offenbar hatte die Direktion Mühe, den Sparauftrag des Gemeinderats auszuführen. Deshalb legte dieser gleich selber Hand an, und zwar bei den erwähnten Konten. Durch die Kürzungen beim baulichen Unterhalt und beim baulichen Unterhalt CTS kann jedoch nur kurzfristig und vordergründig gespart werden. Als Folge des aufgeschobenen Unterhalts kommt im Endeffekt nämlich alles noch teurer. Bereits heute geben zahlreiche städtische Liegenschaften ein trauriges Bild ab. Wenn die alten Gebäude nicht gepflegt werden können, nützen auch schöne Neubauten nicht viel. GPK und Fraktionen mahnten dies in der Vergangenheit immer wieder an. Ich sagte vor einem Jahr, ich fände es bemühend, diesen Budgetposten jedes Jahr bemängeln zu müssen. Das finde ich immer noch. Gegenüber dem Vorjahr wurde der Betrag für den Unterhalt sogar nochmals gesenkt, dies, obwohl die Abteilung Hochbau im Vergleich zum Vorjahr nun wieder über genügend personelle Ressourcen verfügt. Anders als in den vergangenen Jahren will die GPK diesmal nicht die Faust im Sack machen. Sie erachtet es als angebracht, die Mittel für den baulichen Unterhalt wenigstens auf das Niveau des Vorjahres anzuheben. Addiert man die beiden Unterhaltskonten, beträgt die Differenz zwischen dem Budget 2012 und dem Budget 2013 CHF 348'400. Das Budget der BEU soll aber nicht einfach um diesen Betrag erhöht werden. Vielmehr sollte diese Korrektur kostenneutral erfolgen. Die GPK bat deshalb die Baudirektion, ihr Konten zu nennen, auf welchen CHF 348'400 kompensiert werden können. Die Baudirektion ist dieser Aufforderung nicht nachgekommen. Sie sieht keinen Handlungsspielraum und weist darauf hin, dass Unterhaltsarbeiten vermehrt über Investitionskredite finanziert werden. Der aufgeschobene Unterhalt lässt grüssen... Aufgrund der Rückmeldungen aus den Fraktionen hält die GPK an ihrem Änderungsantrag fest. Dieser lautet: **Die Konten 540.31400000 und 540.36311000 sollen auf den Betrag vom Budget 2012 erhöht werden. Im Gegenzug soll das Konto 31, Sachaufwand, ausgenommen Konto 314, linear um CHF 348'400 gekürzt werden.** Die BEU soll diese Einsparungen, die einer Kürzung von rund 5% entsprechen, selber vornehmen. Die Änderungen im Sachaufwand haben natürlich auch Änderungen im Gesamtbudget und dementsprechend im Beschlussesentwurf zur Folge. Selbstverständlich müssen diese Anpassungen bei der Schlussredaktion des Budgets durch die Finanzdirektion noch erfolgen.

Donzé Pablo, au nom du Groupe Les Verts: Le Groupe des Verts est pris un peu de court par cette proposition d'amendement. Bien que le maintien de ce poste nous semble important car c'est un poste, qui à long terme, pourrait avoir des conséquences et plomber le budget. Néanmoins, notre groupe est d'avis, qu'il est trop facile de demander de compenser ces dépenses ailleurs. N'ayant pas de proposition d'amendement sous les yeux, le Groupe des Verts ne prendra pas le risque de

couper à l'aveugle et refuse donc la proposition de la Commission de gestion. En outre, le Groupe des Verts ne félicite pas non plus le Directeur des travaux public. Il pense en effet, qu'il n'est pas judicieux de faire une coupe budgétaire dans ce poste destiné à l'entretien. Notre groupe est contre toute cosmétique budgétaire, qui pourrait générer à long terme des coûts supplémentaires. Ainsi, le Groupe des Verts plaide en faveur du maintien de ce poste dans le budget et les comptes 2012, mais se prononce contre la demande de compensation ailleurs, sans vision claire.

Kaufmann Stefan, Fraktion Forum: Grundsätzlich teilt die Fraktion Forum die Auffassung, dass es gefährlich ist, bei den Investitionen zu sparen. Die Logik meiner Fraktion ist aber, dass der Stadtrat den Direktionen Budgetvorgaben gibt und ihnen die Freiheit lässt, wo sie sparen wollen. Natürlich kann gesagt werden, die Erhöhung der budgetierten Unterhaltskosten müsse kostenneutral erfolgen. Ich finde das aber einen starken Eingriff in das operative Geschäft. Zudem sparen die Direktionen dann vielleicht an einem Ort, der dem Stadtrat auch nicht passt. Die Fraktion Forum ist der Meinung, im Budgetierungsprozess müsse den Direktionen die Freiheit gelassen werden, wo sie sparen wollen. Sie lehnt den Vorschlag der GPK deshalb ab.

Augsburger-Brom, Fraktion SP: Der Fraktion SP kam das Budget der Bau-, Energie- und Umweltdirektion ausgeglichen vor. Es enthält ausser beim Unterhalt keine spektakulären Abweichungen gegenüber dem Vorjahr. Seit Jahren beanstandet die Fraktion SP aber zweimal jährlich in der Budget- und Rechnungsdebatte konsequent die tiefen Unterhaltskosten. Sie ging davon aus, dass der Stadtrat das Anliegen ernster nimmt, wenn es immer wieder vorgebracht wird. Wahrscheinlich passierte aber genau das Gegenteil. Die Fraktion SP unterstützt aus dem genannten Grund den Antrag der GPK.

Klopfenstein Hubert, Baudirektor: Nun geht es "nur" noch um den Antrag der GPK. Ich mache dem Stadtrat beliebt, auf das "Nullsummenspiel" der GPK nicht einzutreten, denn damit wird nichts gespart. Die GPK sagt lediglich, das Budget für den Unterhalt solle erhöht und der Sachaufwand im gleichen Umfang gekürzt werden. Es ist genau so, wie Herr Kaufmann sagte: das ist ein operativer Eingriff. Während der ganzen Budgetdebatte fiel immer wieder das Wort "Globalbudget". Verschiedentlich wurde gesagt, es sei gut, dass die Direktionen selber budgetieren. Mit dem vorliegenden Antrag wird nun in das operative Geschäft eingegriffen. Gespart wird nichts, die Direktion hat nur mehr Aufwand. Das erkläre ich anschliessend. Ich finde es mutig von der GPK zu behaupten, die Baudirektion habe nicht geantwortet. Ich schickte ihr nämlich ein Mail von ungefähr 25 Zeilen. Das ist für mich eine Antwort. Darin sagte ich, die Baudirektion habe ihren Auftrag erfüllt. Sie erhielt nämlich vom Gesamtgemeinderat einen Plafond, den sie erfüllte, indem sie den Gebäudeunterhalt und andere Konten kürzte. Diese Kürzungen sind zumutbar. Dazu kommt, dass für kleinere Vorhaben immer häufiger beim Gemeinderat ein Verpflichtungskredit beantragt wurde. Über diese konnten die Einsparungen im Unterhaltskonto kompensiert werden. Dieser Trick ist schon lange bekannt. Bisher wurde nicht moniert, wenn solche Ausgaben über Investitionskredite statt über das Budget abgerechnet wurden. Ich sprach vor der Sitzung noch mit der Abteilung Hochbau und sie findet eine Erhöhung des Unterhaltskontos nicht nötig. Die GPK sagt nun aber ganz locker, die Baudirektion solle beim Sachaufwand generell sparen. Was heisst das? Der Direktionsstab kann nicht einfach heruntergefahren werden. Die Honorare wurden bereits gekürzt. Die Stadtplanung musste sich bereits einschränken

und bei der Abteilung Hochbau macht eine Kürzung keinen Sinn. So wäre eine Kürzung nur noch bei der Abteilung Infrastruktur denkbar, konkret beim Werkhof. Die dort Angestellten arbeiten aber für die Öffentlichkeit. Sie sind zuständig für den öffentlichen Aussenraum, für die Strassen. Der Werkhof hat aber auch verschiedene Werkstätten und Schlossereien. Hinzu kommt dann noch die Stadtgärtnerei, die den ganzen Blumenschmuck in der Stadt organisiert. Sie kümmert sich um die Bepflanzung von Kreiseln und Gartenanlagen und um die Bäume. Vor allem diese Bepflanzungen sind sehr beliebt. So könnten in diesem Bereich schon CHF 350'000 eingespart werden, das wäre aber schmerzhaft. Ich könnte zum Beispiel auch die öffentlichen Toiletten schliessen lassen. Die Stadt hat für diese Verträge mit externen Reinigungsfirmen. Würden diese gekündigt, könnten auf einen Schlag CHF 150'000 gespart werden. Mit dem Antrag der GPK, der wirklich in das operative Geschäft eingreift, würden diejenigen bestraft, die schon heute am wenigsten verdienen und direkt für die Öffentlichkeit arbeiten. Sie hätten mit weniger Material auszukommen. Das würde von der Öffentlichkeit bemerkt werden. Ich bedaure meinen Nachfolger oder meine Nachfolgerin, die das dann ausbaden müsste... Es handelt sich also zusammenfassend um ein Nullsummenspiel und die GPK greift operativ in ein Problem ein, das sich so gar nicht stellt. Die meisten Gebäudeunterhalte können mit Investitionskrediten getätigt werden. Das beantragte Nullsummenspiel ist aber gefährlich und ich bitte den Stadtrat, den Antrag der GPK abzulehnen. Es würden die Falschen bestraft! Herr Kocher vom Werkhof ist wirklich kein verschwenderischer Mensch. Er führt seine Leute bereits an der kurzen Leine und genau ihnen würde nun Geld vorenthalten werden. Ich bitte den Stadtrat nochmals, diesen Antrag abzulehnen.

Strobel Salome, GPK: Herr Klopfenstein, ich sagte nicht, Sie hätten nicht geantwortet. Ich sagte, Sie seien dem Wunsch der GPK nicht nachgekommen, Vorschläge zu machen. Nur deshalb hat die GPK diesen Eingriff beantragt. Nur so kann eine Aufstockung von Konto 314, Baulicher Unterhalt, neutral vollzogen werden. In die anderen Konten hat die GPK zu wenig Einblick und will dort deshalb nicht eingreifen.

Bösch Andreas, Grüne: Zum Vorschlag der GPK möchte ich nichts mehr sagen, sehr wohl aber zu den Äusserungen heute Abend. Die GPK solle nicht in das operative Geschäft eingreifen und über einzelne Konten bestimmen. Ich wäre froh darum, nur über grosse Zahlen beschliessen zu müssen. Das würde mir die Arbeit sehr erleichtern. Dem Stadtrat liegt ein derart dickes Dokument vor, weil er über jeden einzelnen Budgetposten zu befinden hat. Mit seiner Zustimmung zum Budget sagt er zu jedem einzelnen Budgetposten Ja. Das ist die Verantwortung des Stadtrats. Deshalb kann doch nicht gesagt werden, die Veränderung einzelner Konten sei unmöglich und greife in das operative Geschäft ein?! Wenn dies nicht möglich sein soll, muss der ganze Prozess verändert werden.

Vote

sur la proposition de la Commission de gestion, de réduire d'un montant de 348'400 fr le poste 31 "Biens, services et marchandises" (page 93), à l'exception du compte 31400000 "Entretien des immeubles, d'augmenter de 52'300 fr le compte 540 "Constructions", (page 98) poste 36311000 "Contributions pour l'entretien du CTS" et

d'augmenter de 296'100 fr. le compte 540, poste 31400000 "Prestations de tiers pour l'entretien des immeubles.

La proposition est refusée.

Comptes spéciaux

La parole n'est pas demandée.

Fehr Erich, Finanzdirektor: Ich möchte nochmals auf das Vorhaben einzelner Stadtratsmitglieder zurückkommen, die das Budget abzulehnen gedenken. Änderungsanträge wurden keine eingereicht, keine Einsparungen beantragt. Ich erwähnte bereits, dass für Einsparungen politische Entscheide notwendig sind. Sollte das Budget heute Abend in der Schlussabstimmung abgelehnt werden, muss ich ehrlicherweise sagen, dass der Gemeinderat diesfalls nicht recht wüsste, was er zu tun hätte. Er hätte zwar davon auszugehen, dass der Stadtrat ein Budget mit einer schwarzen Null wünscht, es wurde aber auch gesagt, dass schon ein kleineres Defizit akzeptabel wäre. Ich versuchte, dem Stadtrat vorgängig zu erläutern, was der Gemeinderat bereits unternommen hat und welche substantiellen Verbesserungen des Budgetergebnisses bereits erzielt werden konnten. Das wurde von den Sprechenden der bürgerlichen Parteien sogar teilweise bestätigt. Die heutige Budgetdebatte verlief sehr korrekt und das heutige Budget würde eine gute Grundlage für die Zukunft darstellen. Ich kann zwar verstehen, wenn einzelne Stadtratsmitglieder diesem Budget aus ihrer Überzeugung heraus nicht zustimmen können. Ich wäre aber froh, wenn sie sich diesfalls der Stimme enthalten würden, anstatt das Budget abzulehnen. Nur so kann sich der neue Gemeinderat ab 2013 den wirklich brennenden Finanzproblemen für die Jahre 2014 und folgende widmen. Er müsste diesfalls auch nicht kurzfristig wenig wirksame, spekulative Massnahmen ergreifen, die wohl auch nicht im Interessen des Stadtrats liegen würden.

Esseiva Monique, présidente du conseil de ville: Nous allons procéder au vote final du projet d'arrêté du Budget 2013.

Vote

sur le Budget

Au vu de ce qui précède, le Conseil municipal recommande au Conseil de ville d'approuver le présent projet d'arrêté:

I.

Il est recommandé aux ayants droit au vote biennois d'approuver le présent projet d'arrêté communal :

Vu le message du Conseil de ville des 24/25 octobre 2012, et s'appuyant sur l'art. 12, ch. 2, let. a du Règlement de la Ville du 9 juin 1996 (RDCo 101.1), la Commune municipale de Bienne **arrête** par **30 OUI, 16 NON** et **5 abstentions**:

- a) Le budget de la Commune municipale de Bienne établi pour l'année 2013 est approuvé.
- b) Les impôts communaux inchangés suivants seront perçus en 2013:
- les taux unitaires cantonaux multipliés par 1,53 sur les espèces d'impôts de l'État (revenu, fortune, bénéfice et capital);
 - une taxe immobilière s'élevant à 1,5 pour mille de la valeur officielle;
 - une taxe de 100 fr. sur les chiens.

II.

Le Conseil municipal est chargé d'exécuter cet arrêté.

Esseiva Monique, présidente du conseil de ville: Concernant le message au peuple vous avez sur vos tables une feuille rose contenant le texte des opposants. Celui-ci doit être retravaillé par le Secrétariat parlementaire et les opposants d'ici demain et vous sera soumis demain soir à la séance du Conseil de ville pour approbation.

Fin de la séance / Schluss der Sitzung: 23.30 heures / Uhr

La présidente du Conseil de ville / Die Stadtratspräsidentin:

Monique Esseiva

La secrétaire parlementaire / Die Ratssekretärin:

Regula Klemmer

Protokoll:

Katrin Meister

Lilian Stähli

Procès-verbal:

Ana Gonzalez

Claire-Lise Kirchhof